



Le Directeur de la Caisse Nationale de  
Solidarité pour l'Autonomie

à

M. Jean DAUBIGNY  
Préfet de la région de Bretagne,  
Préfet du département de l'Ille et Vilaine

*Direction Régionale des Affaires Sanitaires  
et Sociales*

Messieurs les Préfets de département

*Directions Départementales des Affaires  
Sanitaires et Sociales*

Paris, le

**Objet : Fixation des dotations régionales et des dotations départementales indicatives pour 2007, et fixation des dotations régionales anticipées pour 2008 et 2009.**

**PJ : une notice pratique, annexes techniques et tableaux de moyens.**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie a, comme vous le savez, la charge de procéder à la répartition des enveloppes régionales et départementales des crédits de l'ONDAM médico-social destinés aux établissements et services accueillant des personnes âgées ou des personnes handicapées.

La loi prévoit, par ailleurs, que cette notification doit s'effectuer au vu d'un exercice de programmation financière mené au niveau régional : le « Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la perte d'autonomie » (PRIAC).

Il y a un an, le 15 février 2006, la CNSA conduisait ainsi son premier exercice de notification d'enveloppes, selon un calendrier qui avait été fortement accéléré afin de permettre un déroulement plus précoce de la campagne de tarification. Dans le même temps, débutait l'exercice d'élaboration de vos premiers PRIAC.

La présente notification, qui respecte strictement, comme l'an dernier, la date annoncée de la mi-février, se situe ainsi dans la continuité de l'exercice précédent, tout en introduisant deux nouveautés importantes.

**I. - En premier lieu, l'année 2007 est la première année d'application de la procédure fixée par le III de l'article L 314-3 du Code de l'action sociale et des familles** (issu de la loi du 11 février 2005), qui prévoit une forme d'aller et retour entre la CNSA et chaque représentant de l'Etat au niveau régional.

Je vous en rappelle les trois principales étapes :

1) Au 15 février 2007, par le présent document, la CNSA :

- d'une part, délègue au niveau de chaque département toutes les autorisations de dépenses vous permettant d'engager immédiatement la campagne tarifaire pour les places d'établissements et services déjà en fonctionnement (actualisation des moyens et crédits de médicalisation).

- d'autre part, elle fixe au niveau régional le montant des enveloppes limitatives de création de places nouvelles (personnes âgées et personnes handicapées), selon des critères fixés par les délibérations de son Conseil. Ces enveloppes sont assorties par la CNSA d'une suggestion de répartition départementale, à caractère indicatif, qui repose sur une analyse des PRIAC régionaux.

2) Ces enveloppes régionales de crédits destinées à la création de places nouvelles doivent faire l'objet, par le préfet de région avant le 15 mars 2007, d'une proposition de répartition entre les différents départements de la région. Cette proposition – adressée à la CNSA en réponse à ses suggestions indicatives - doit évidemment respecter l'enveloppe régionale globale déléguée le 15 février. Elle peut faire usage, entre les différentes enveloppes régionales thématiques (par types de places ou par publics) d'une certaine marge de redéploiement.

En tout état de cause, la proposition régionale doit s'appuyer sur une analyse argumentée des besoins des différents territoires départementaux et des exigences de réduction des inégalités territoriales. Ce travail de priorisation doit évidemment s'harmoniser aux réflexions simultanément conduites dans le cadre de l'annualisation du PRIAC régional.

3) Au vu de la proposition régionale, la CNSA répartitionnera au 30 mars 2007, à titre définitif, les enveloppes départementales destinées à la création de places nouvelles.

**II. - Une deuxième nouveauté importante de cette campagne de tarification consiste dans la délégation simultanée de crédits destinés à l'ouverture de places nouvelles en 2007, et d'enveloppes dites « d'anticipation », pour les années 2008 et 2009**, qui vous permettront d'autoriser sans délai des créations de places qui n'entreront en fonctionnement effectif qu'en 2008 ou 2009 (selon l'enveloppe d'anticipation considérée).

J'insiste sur le fait que cette faculté vient en étroite complément de l'exercice de programmation du PRIAC :

Tout d'abord, elle crédibilise et légitime l'échelonnement pluriannuel du PRIAC, puisqu'elle permet aux autorités de l'Etat d'assortir d'engagements fermes certaines actions pourtant inscrites au PRIAC à des échéances de moyen terme.

Ensuite et réciproquement, ces autorisations « anticipées » ne peuvent être correctement mises en œuvre que sur la base d'une analyse prospective des priorités de financement clairement arrêtées, sur le moyen terme, au niveau régional. Or tel est précisément l'objet du PRIAC.

La conjugaison du PRIAC régional et de la pluriannualité des notifications « anticipées » doit ainsi permettre, progressivement :

- de renforcer la position de l'Etat dans le dialogue mené avec l'ensemble des partenaires et notamment les présidents de conseil généraux sur les rythmes et échéances crédibles de création de places nouvelles,
- et de renouveler son dialogue avec les opérateurs, en favorisant l'émergence de projets de qualité, en stimulant la recherche d'efficacité et en procédant, si la situation s'y prête, à des appels à projet.

Cet exercice de notification marque donc une nouvelle et très importante étape dans le déploiement des nouvelles procédures d'engagement des crédits de l'ONDAM médico-social, fortement appuyées sur une analyse locale des besoins, et sur la définition et l'exécution de stratégies arbitrées au niveau régional.

Bien entendu il s'agit aussi, dans cette exercice, de privilégier l'utilisation effective et rapide des crédits de l'année, sur des projets réellement prioritaires et prêts à se réaliser pour la mise en œuvre des orientations fixées par le gouvernement dans le cadre du « Plan Solidarité Grand Age » et la tranche 2007 des plans de créations de places pour personnes handicapées. Une prochaine instruction ministérielle rappellera, sur ces différents points, les priorités à respecter.

Denis PIVETEAU

## NOTICE PRATIQUE

**PROCEDURE DE REPARTITION DES DOTATIONS REGIONALES ET  
DEPARTEMENTALES 2007 ET  
ENVELOPPES ANTICIPEES 2008-2009.**

**Liste des tableaux de répartition :**

- Tableau 1** - *Tableau des dotations régionales 2007 « personnes âgées » (mesures nouvelles).*
- Tableau 2** - *Tableau des dotations régionales 2007 « enfants et adolescents handicapés » (mesures nouvelles).*
- Tableau 3** - *Tableau des dotations régionales 2007 « adultes handicapés » (mesures nouvelles).*
- Tableau 4** - *Tableau des dotations régionales d'enveloppes anticipées personnes âgées et personnes handicapées*
- Tableau 5** - *Tableau des dotations régionales et départementales extension en année pleine (EAP) et médicalisation « personnes âgées ».*
- Tableau 6** - *Tableau des dotations régionales et départementales de reconduction et renforcement des moyens en personnels.*

**Liste des annexes**

- Annexe 1** - *Mécanisme des enveloppes anticipées.*
- Annexe 2** - *Règles d'utilisation des enveloppes thématiques.*
- Annexe 3** - *Recueil des remontées des propositions régionales et départementales (tableur EXCEL).*
- Annexe 4** - *Utilisation et modalités de répartition des crédits de médicalisation*
- Annexe 5** - *L'apport en reconduction pour la campagne budgétaire 2007.*
- Annexe 6** - *Remontées d'informations.*

Comme indiqué dans le courrier de couverture, la présente notification se compose :

1°) De dotations régionales limitatives de mesures nouvelles de créations de places, assorties d'une pré-notification indicative des mêmes enveloppes au niveau départemental (tableaux 1 à 3).

Ces dotations incluent les mesures nouvelles notifiées par anticipation pour 2007 (cf courriers des 4/9/2006 et 2/10/2006) qui représentent de l'ordre de 40% des mesures nouvelles des deux champs, personnes âgées et handicap.

Conformément aux textes (articles L.314-3 du CASF), il vous revient de transmettre à la CNSA une **proposition de répartition départementale pour le 15 mars 2007** à l'adresse courriel suivante [poleprogrammation@cnsa.fr](mailto:poleprogrammation@cnsa.fr)

Le détail de ces enveloppes et les critères ayant présidé à leur répartition font l'objet de la première partie de cette note.

Le détail des mécanismes de répartition de ces mesures ainsi que certains aspects techniques de mise en œuvre font l'objet d'annexes spécifiques :

*Annexe 1 - Mécanisme des enveloppes anticipées.*

*Annexe 2 - Règles d'utilisation des enveloppes thématiques.*

*Annexe 3 - Recueil des remontées des propositions régionales et départementales (tableur EXCEL) qui vous est transmis par voie électronique*

2°) De dotations départementales relatives à l'actualisation des moyens (reconduction), y compris les mesures d'extension en année pleine et les mesures de médicalisation, dont la notification revêt un caractère définitif à la date du 15 février 2007 (tableaux 5 et 6).

Le détail de ces enveloppes et les critères ayant présidé à leur répartition font l'objet de la seconde partie de cette note.

Le détail des mécanismes de répartition de ces mesures ainsi que certains aspects techniques de mise en œuvre font l'objet d'annexes spécifiques :

*Annexe 4 - Utilisation et modalités de répartition des crédits de médicalisation.*

*Annexe 5 - L'apport en reconduction pour la campagne budgétaire 2007.*

Le processus d'aller-retour (notification régionale et pré-notification départementale par la CNSA au 15 février 2007, proposition de répartition départementale du CAR avant le 15 mars 2007, notification départementale définitive par la CNSA au 30 mars 2007) concerne exclusivement les enveloppes de création de places 2007 et la mise en œuvre des enveloppes anticipées de création de places 2008 et 2009, toutefois ces dernières ne font pas l'objet d'une pré-notification départementale par la CNSA.

La consolidation définitive des enveloppes départementales pour l'exercice 2007 n'interviendra qu'à la date du **30 mars 2007**.

## **1- Les enveloppes qui appellent de votre part un exercice de proposition**

Les montants des enveloppes régionales de création de places (enveloppes globales et sous-enveloppes thématiques) ont, sous réserve de ce qui est précisé sur l'utilisation des enveloppes en **annexe 2**, un caractère limitatif et définitif.

En revanche, sur le plan de la répartition territoriale de chacun de ces montants régionaux, la pré-notification des dotations départementales de 2007 n'a, à ce stade, qu'un caractère indicatif destiné à servir de point de départ à la concertation interdépartementale. Vous êtes, par conséquent, libres de modifier cette répartition départementale afin de faire prévaloir vos priorités. Cependant, la répartition que vous choisirez de privilégier, tant pour les dotations 2007 que pour les enveloppes anticipées 2008-2009 devra être construite de manière coordonnée avec la programmation financière pluriannuelle inscrite dans votre PRIAC 2006 ainsi que dans les prévisions de son actualisation 2007.

Vos propositions peuvent, par ailleurs, comporter certains redéploiements entre sous-enveloppes thématiques, en utilisant l'annexe 2.

Chaque fois qu'elles seront amenées à s'écarter de la « pré-notification » départementale opérée par la CNSA pour 2007 ou des cadrages généraux indiqués pour 2008 et 2009, vos propositions de répartition départementales devront être particulièrement motivées au regard du PRIAC et de votre capacité à mettre en œuvre les opérations en terme de délai. Vous devrez prendre en compte également leur impact sur la diversification de l'offre et sur leurs effets de rattrapage territorial. La CNSA y sera particulièrement attentive lorsqu'elle procèdera à la notification définitive des enveloppes départementales sur la base de vos propositions.

### **1.1 Les mesures nouvelles de création de places en 2007 sur le secteur des personnes âgées**

Compte tenu de la notification anticipée (septembre 2006) des créations de places d'EHPAD pour 2007, cette répartition ne concerne que les créations de places de SSIAD, d'accueil de jour et d'hébergement temporaire. Pour les places de SSIAD, la répartition régionale de l'enveloppe à hauteur de 90% de 31,5 M€, a été opérée conformément aux délibérations du conseil de la CNSA selon les mêmes critères que ceux employés pour les répartitions 2006 (évolution de la population jusqu'en 2015, niveau d'équipement, et € par habitant). Les données concernant ces critères ont été actualisées.

Pour la répartition régionale de 90% de 13,6 M€ d'AJ-HT, comme en 2006, seul le critère populationnel a été utilisé dans une logique de montée en charge de ces modes d'accueil émergents. Le coût unitaire de référence de la place d'AJ est susceptible d'être revu en fonction de la conclusion des travaux en cours visant à intégrer le coût des transports dans les charges couvertes par l'assurance maladie.

Les répartitions départementales indicatives sur les deux enveloppes ont été réalisées à partir de l'analyse de la programmation contenue dans la programmation PRIAC sur la période 2006-2008.

Les mécanismes concernant l'utilisation de ces enveloppes et par conséquent la construction de vos propositions, sont définis dans l'annexe 2.

### **1.2 Les enveloppes anticipées 2008 et 2009 de créations de places sur le secteur des personnes âgées.**

La CNSA a procédé à la répartition de 90% des enveloppes inscrites, pour les personnes âgées, à partir de l'arrêté interministériel (à paraître) qui fixe les enveloppes nationales d'anticipation. L'enveloppe d'anticipation 2008 est de **33 M€**<sup>1</sup> au niveau national soit 40% du montant permettant la réalisation des objectifs d'EHPAD, de SSIAD et d'accueil de jour et d'hébergement temporaire prévus au « Plan solidarité grand âge ».

---

<sup>1</sup> Sur la base des formats classiques d'inscription à l'OGD : année pleine pour 5000 places d'EHPAD, demi-année pour 6000 places de SSIAD et les places d'AJ/HT financées sur six mois.

L'enveloppe d'anticipation 2009 est de **17 M€**<sup>1</sup> au niveau national soit 20% du montant permettant la réalisation des objectifs d'EHPAD, de SSIAD et d'accueil de jour et d'hébergement temporaire prévues au « Plan Solidarité Grand Age ».

Les critères appliqués pour arrêter les dotations régionales de création de places sont identiques à ceux employés pour les répartitions 2007 dont elles poursuivent les tendances afin de vous assurer la plus grande visibilité possible dans votre programmation 2008-2009 par rapport à la répartition 2007.

Compte tenu de la nouveauté de l'exercice et du fait que les premiers PRIAC ne s'étendaient pas au-delà de l'année 2008, la CNSA a décidé de ne pas procéder, cette année, à une proposition de répartition départementale. Vos priorités devront toutefois être définies en cohérence avec la programmation financière portée par le PRIAC 2006 et les prévisions d'actualisation 2007 du PRIAC pour les années 2008 et 2009.

Les enveloppes anticipées sont notifiées globalement sans répartition préalable entre les types d'offre de services. Vous voudrez bien faire vos propositions en vous reportant à **l'annexe 2**, pour ce qui concerne les règles d'utilisation de ces enveloppes.

L'ensemble des propositions de répartition des dotations départementales (2007, 2008 et 2009) devra se faire dans le cadre de **l'annexe 3** à partir des informations contenues dans le **tableau 4**.

### **1.3 Les mesures nouvelles de création de places en 2007 sur le secteur des personnes handicapées.**

Vous aviez été destinataires, par la notification anticipée d'octobre 2006, d'une première partie des dotations de places nouvelles pour 2007, à savoir des places de MAS-FAM pour les adultes, des places d'ITEP et de polyhandicap pour les enfants. La présente notification concerne les mesures nouvelles restant à répartir, soit 90% de 67 M€ pour les enfants et 90% de 158 M€ pour les adultes, tout en reprenant, pour les enveloppes de MAS-FAM, et polyhandicap enfants le montant de l'enveloppe déjà déléguée en octobre 2006.

La fixation des dotations régionales de création de places a été opérée conformément aux délibérations du Conseil de la CNSA en utilisant les critères employés pour les répartitions 2006 (critères d'évolution de la population jusqu'en 2015, niveau d'équipement par type d'enveloppe enfant/adulte, volume des projets en attente de financement).

Toutefois, en raison du manque d'exhaustivité des informations transmises sur les listes d'attente ou sur certains indicateurs<sup>1</sup>, et afin d'instaurer une continuité entre les dotations régionales 2006 et 2007 susceptible de favoriser l'exercice de programmation financière, il a semblé nécessaire, de maintenir pour l'ensemble des régions, une dotation de places nouvelles « personnes handicapées » à un niveau au moins égal à celui de 2006, en garantissant dans le même temps au moins, 90% du niveau de places nouvelles sur le secteur de l'enfance ou sur celui des adultes.

Les répartitions départementales indicatives ont été réalisées en fonction des actions recensées dans le PRIAC pour 2007 et le cas échéant pour 2008.

#### **ENFANTS**

- **Prévention et dépistage**

La CNSA a procédé à la répartition de 90 % d'une enveloppe de 11,6 M€ qui correspond aux moyens alloués aux CAMPS et CMPP dans l'OGD 2007. Les enveloppes régionales ont été fixées en fonction

---

<sup>1</sup> Les indicateurs relatifs aux listes d'attente ou indicateur de demande sociale n'ont pas été pris en compte en 2007 en raison du manque d'exhaustivité des dernières remontées dans le cadre des enquêtes semestrielles.

de critères identiques à ceux retenus pour les autres enveloppes. La fixation des dotations départementales indicatives est effectuée sans indication de nombre de places.

- **Accompagnement par publics**

- Polyhandicap

La CNSA a procédé à la répartition de 90 % d'une enveloppe complémentaire de 2 M€<sup>1</sup> qui correspond à la création de 80 places supplémentaires pour l'accompagnement du **polyhandicap** qui n'avait pas été répartie lors de la notification du 2 octobre 2006 par la CNSA. Ces places, comme celles réparties le 2 octobre 2006 ont été revalorisées en tenant compte du coût à la place constaté. Vous trouverez dans **le tableau 2** l'ensemble des places nouvelles incluant celles réparties par la lettre du 2 octobre 2006. En prenant en compte les places qui ont été déjà autorisées dans les départements de votre région, vous pouvez comme sur les autres enveloppes, procéder à des propositions départementales qui seront intégrées dans **l'annexe 3**.

- Autisme

La CNSA a procédé à la répartition d'une enveloppe d'un montant de 90 % de 15,7 M€ prolongeant le **plan autisme**. Les moyens répartis par la CNSA dans le cadre du plan autisme appellent de la même manière un travail de proposition.

- **Accompagnement en milieu ordinaire de vie**

La CNSA a procédé à la répartition de 90% d'un montant de 21,4 M€ destiné à la création de places nouvelles de SESSAD.

- Accueil temporaire

L'enveloppe de 3 M€ consacrée au développement de l'accueil temporaire pour les enfants a été répartie à hauteur de 90% en enveloppes régionales.

En raison du caractère nouveau de ce mode d'accompagnement, la CNSA n'a pas procédé à une répartition des places au niveau départemental. Vos propositions devront être guidées par le souci de voir les projets départementaux se concrétiser rapidement.

## **ADULTES**

- **Etablissements pour adultes handicapés.**

La CNSA a procédé à la répartition de 90% d'une enveloppe de 117,7 M€ destinée à la création de places de MAS-FAM, visant entre autres à renforcer le plan à destination du handicap psychique et à poursuivre le plan autisme pour les adultes. Par ailleurs, cette dotation permet de bonifier le coût à la place des MAS-FAM à destination des personnes polyhandicapées, comme cela a déjà été fait lors de la notification du 2 octobre 2006. Ce montant inclut les 72 M€ répartis en octobre 2006 au titre des enveloppes anticipées. Afin de vous permettre une programmation cohérente sur l'ensemble des places MAS-FAM, celles-ci, y compris les places réparties par anticipation, sont clairement individualisées dans le **tableau 3**.

Pour les MAS-FAM, vos propositions départementales porteront donc sur l'ensemble de répartition des places nouvelles 2007 en tenant compte des places déjà autorisées au titre des enveloppes anticipées d'octobre 2006 et en veillant au respect des dotations régionales en faveur de l'autisme, du handicap psychique. Pour le handicap psychique, les dotations régionales ont été ajustées en fonction de l'équipement existant en psychiatrie générale.

---

<sup>1</sup> Venant renforcer l'enveloppe initiale de 7,5 M€ prévue initialement à destination des enfants polyhandicapés qui a été partiellement notifiée par anticipation le 2 octobre 2006.

Pour ce faire, il vous est demandé d'individualiser dans vos propositions départementales les montants et places correspondant à ces deux priorités gouvernementales, ainsi que celles concernant le polyhandicap.

- **Accompagnement des personnes adultes hors institution**

La CNSA a procédé à la répartition de 90% de 34,6 M€ de l'enveloppe de SAMSAH/SSIAD, y compris les moyens destinés au handicap psychique.

En ce qui concerne plus particulièrement les mesures nouvelles MAS-FAM ou SAMSAH, à destination des personnes handicapées psychiques, des orientations générales relatives à la mise en œuvre du plan psychiatrie et santé mentale, feront l'objet d'une instruction ministérielle en cours d'élaboration à laquelle vous pourrez vous référer.

### **La mise en œuvre de l'accueil temporaire**

L'enveloppe de 6 M€ consacrée au développement de l'accueil temporaire pour les adultes a été répartie à hauteur de 90% en enveloppes régionales.

En raison du caractère nouveau de ce mode d'accompagnement, la CNSA n'a pas procédé à une répartition des places au niveau départemental. Vos propositions devront être guidées par le souci de voir les projets départementaux se concrétiser rapidement.

### **1-4 Les enveloppes anticipées en 2008 et 2009 sur le secteur des enfants et adultes handicapés.**

La CNSA a procédé à la répartition de 90% des enveloppes inscrites, pour les personnes handicapées, à partir de l'arrêté interministériel (à paraître) qui fixe les enveloppes nationales d'anticipation. L'enveloppe d'anticipation 2008 est de **60 M€** au niveau national, soit 40% du niveau tendanciel des mesures nouvelles de créations de places pour personnes handicapées depuis cinq ans.

L'enveloppe d'anticipation 2009 est de **30 M€** au niveau national soit 20% du niveau tendanciel des mesures nouvelles de créations de places pour personnes handicapées depuis cinq ans.

Les critères appliqués pour arrêter les dotations régionales de création de places sont identiques à ceux employés pour les répartitions 2007 dont elles poursuivent les tendances afin de vous assurer la plus grande visibilité possible dans votre programmation 2008-2009 par rapport à la répartition 2007.

Vous trouverez les informations nécessaires à la construction de vos propositions dans le **tableau 4**.

Pour les mêmes raisons que celles invoquées pour les enveloppes d'anticipation du secteur personnes âgées, la CNSA n'a pas effectué de proposition de répartition départementale. Vos priorités devront également être définies en cohérence avec la programmation financière prévisionnelle portée par le PRIAC 2006-2008 et son actualisation 2007 pour les années 2008 et 2009.

### **2- Les dotations qui sont réparties de manière définitive par la CNSA.**

Outre l'actualisation des moyens (y compris les extensions années pleines sur le secteur Personnes Agées) et la médicalisation des établissements, qui feront l'objet d'une instruction ministérielle en cours de préparation, la CNSA a procédé à la répartition départementale définitive des enveloppes suivantes :

## **2-1 La consolidation financière des places d'EHPAD anticipées 2007**

La répartition des enveloppes anticipées (4558 places) constituait un premier exercice qui a appelé de votre part un droit de rectification clairement inscrit dans les lettres de la CNSA du 4 septembre 2006. Les propositions transmises par vos services ont été l'occasion, le cas échéant, d'un réexamen par la CNSA de la répartition départementale pour votre région.

Pour tenir compte de la revalorisation du coût moyen à la place des EHPAD prévue par l'ONDAM 2007, les dotations de créations de places en mesures nouvelles notifiées le 2 octobre ont été actualisées à due concurrence. Vous vous référerez au **tableau 1** pour connaître le montant définitif de votre dotation régionale et départementale EHPAD 2007.

## **2-2 La consolidation financière des places de SSIAD (personnes âgées)**

En attente d'une véritable analyse de la formation des coûts des SSIAD, une revalorisation des places nouvelles accueillant les personnes les plus dépendantes dans le cadre d'une continuité de service est prévue pour l'exercice 2007. Elle sera financée sur une enveloppe d'environ 4,2 M€ dite « pour SSIAD renforcés » inscrite dans l'OGD 2007.

A ce stade, et en l'absence de critères objectifs concernant la détermination des coûts dans les SSIAD, la CNSA a réparti cette enveloppe en fonction des places de SSIAD déjà installées dans les départements. Cette notification est définitive et n'appelle pas de proposition de votre part. Vous vous référerez au **tableau 6** pour connaître le montant définitif de votre dotation régionale et départementale.

Dans l'attente d'une circulaire ministérielle ultérieure précisant les modalités de mise en œuvre de cette mesure, il vous est demandé de provisionner ces crédits.

## **2-3 La consolidation financière des places d'ITEP**

Les places d'ITEP 2007 déjà réparties dans la lettre du 2 octobre 2006 sont reprises, dans la présente notification.

## **~~2-2~~-4 Les mesures de renforcement en personnels dans les ITEP (8M€)**

Ces enveloppes de renforcement de moyens devant être ciblées sur les ITEP en raison de la nécessaire prise en compte des dispositions issues du décret du 6 février 2005, la CNSA a assis sa répartition régionale en fonction du nombre de places existantes, en introduisant toutefois un écrêtement pour celles des régions qui ont un taux d'équipement très supérieur au taux national afin de ne pas renforcer les disparités existantes. La répartition départementale a été effectuée sur le même principe et au regard d'une analyse des coûts moyens en ITEP à partir des BP/CA. Vous vous référerez au **tableau 2** pour connaître le montant définitif de votre dotation régionale et départementale qui n'appelle pas de proposition de votre part

## **2-5 Prise en compte des frais financiers liés à des opérations d'investissement dans les EHPAD (25M€)**

Les dispositions du premier alinéa de l'article 86 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 prévoient, par dérogation aux règles applicables actuellement, la possibilité de prendre en

compte sur la section tarifaire soins, les frais financiers des investissements engagés par les EHPAD, cela afin de faciliter les investissements immobiliers. Le champ d'application de ces dispositions ne concerne que les établissements habilités en tout ou partie, à l'aide sociale. Un décret à paraître précisera les conditions d'application de ce nouveau dispositif.

A ce stade, la CNSA répartit dès à présent une dotation pour chaque région sur la base du nombre de places habilitées à l'aide sociale<sup>1</sup>. Vous devez provisionner ces moyens en attente de l'instruction ministérielle qui viendra préciser les modalités d'utilisation de ces crédits.

### **3 - Organisation de remontées d'information**

La note budgétaire du 15 février 2006 a fixé les conditions d'organisation des remontées d'informations par les services déconcentrés à la CNSA et la DGAS.

L'annexe 6 a pour objet de recenser les éléments d'information que le suivi financier des dépenses médico-sociales impose, ainsi que le calendrier des remontées à la CNSA.

---

<sup>1</sup> Telles qu'elles ressortent des données renseignées dans l'application SAISEHPAD 2

## ANNEXE 1

### LE MECANISME DES ENVELOPPES ANTICIPEES.

Le mécanisme des enveloppes anticipées a été mis en œuvre une première fois au cours du second semestre 2006 pour l'année 2007.

La notification du 15 février 2007 constitue toutefois un important changement, du fait qu'elle inaugure le mode futur d'utilisation des enveloppes anticipées, en visant simultanément trois années d'exercice.

#### **1 - Les objectifs de la systématisation des enveloppes anticipées**

L'année 2006 a été la première année de mise en œuvre des « dotations anticipées d'ONDAM médico-social » (arrêté du 29 mai 2006) et la répartition des dotations d'enveloppes anticipées 2007 réalisée par la CNSA au travers de la notification des 4 septembre 2006 (personnes âgées) et 2 octobre 2006 (personnes handicapées), cela afin d'anticiper les créations de places nécessitant la construction de locaux.

Suite aux échanges techniques avec vos services, la CNSA souhaite voir préciser la doctrine d'emploi des enveloppes anticipées autour de 4 objectifs :

- Accélérer la mise en œuvre des plans nationaux.
- Donner de la sécurité pluriannuelle à votre programmation financière et permettre une meilleure information des promoteurs, en recourant le cas échéant à des appels d'offre.
- Assurer la sécurité juridique du régime d'autorisation en garantissant que vous disposerez d'un financement lors de l'année de fonctionnement de la structure.
- Vous donner une plus grande autonomie de décision en ne fléchant pas simplement les montants répartis dans ce cadre vers de la création de places institutionnelles dans un contexte général d'adaptation de l'offre et de diversification des modes d'accompagnement, mais en vous laissant le soin de définir vos priorités en matière d'équipement.

A ce stade, les dotations anticipées ne concernent qu'une fraction des mesures nouvelles de création d'une année, mais la systématisation de ce dispositif aura un impact sur la manière de concevoir votre programmation financière.

## **2 - Ce qui ne change pas**

**L'introduction des enveloppes anticipées ne modifie radicalement ni le processus d'autorisation ni le processus de la tarification.**

Le mécanisme de « dotation anticipée » ne change rien au régime des autorisations. Pour autoriser, il faut disposer du financement (dotations des mesures nouvelles de l'année) ou de la certitude de disposer d'un financement au titre de l'enveloppe anticipée (dotation des mesures anticipées). Les autorisations délivrées dans le cadre des enveloppes anticipées ont donc exactement le même statut juridique que les autorisations ordinaires qui seront délivrées au vu des financements de l'année.

La dotation anticipée vous permet, dans la limite du montant qui vous est dévolu, de procéder à des autorisations anticipées telles que prévues par l'article L313-3-4 du Code l'action sociale et des familles (ordonnance n° 2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005). L'arrêté d'autorisation comporte à cet effet deux dates : la date de signature par le Préfet autorisant l'opération et garantissant qu'elle disposera des moyens de financement à son ouverture et une date précisant le moment d'ouverture de la structure. Par exemple, en ce qui concerne les enveloppes anticipées 2008-2009, cette dernière date ne peut être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2008 ou 2009 pour les mesures financées en année pleine sur l'enveloppe d'anticipation 2008 (2009) et au 1<sup>er</sup> juillet 2008 (2009) pour l'enveloppe d'anticipation 2008 (2009) en ce qui concerne les SSIAD et AJ/HT qui sont, eux, financées sur 6 mois.

Ces crédits ne seront disponibles qu'à partir de l'exercice considéré : 2008 pour l'enveloppe anticipée 2008, 2009 pour l'enveloppe anticipée 2009. De ce fait, ils ne peuvent donner lieu en 2007 à une allocation de moyens aux établissements même à titre de crédit non pérenne.

**Pour résumer**, les enveloppes anticipées fonctionnent comme le système des Autorisations de programmes et crédits de paiement avant l'instauration de la LOLF, à ceci près que le mécanisme offre une garantie de la disponibilité des « crédits de paiement » pour le jour où débute le fonctionnement de la structure.

## **3- Ce qui change**

Sur la base de l'article L 314-3-4 du Code de l'action sociale et des familles, l'arrêté interministériel prévu pour fixer le montant des dépenses autorisées pour l'année N prévoit aussi le niveau des enveloppes anticipées pour N+1, N+2.

**Ainsi, pour les enveloppes anticipées 2008 et 2009, l'arrêté (à paraître) prévoit :**

- Pour les établissements et services destinés aux personnes handicapées et mentionnés au 1° de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles, 60 millions d'euros et 30 millions d'euros au titre au titre des crédits de fonctionnement prévisionnels afférents respectivement aux exercices 2008 et 2009.

- Pour les établissements et services destinés aux personnes âgées et mentionnés au 3° du même article, 33 millions d'euros et 17 millions d'euros au titre des crédits de fonctionnement prévisionnels afférents respectivement aux exercices 2008 et 2009.

**La nécessité de construire la programmation de chaque région dans une perspective coordonnée entre les mesures de l'année et les mesures anticipées se lit à travers le tableau suivant qui peut être démarqué au niveau régional comme au niveau départemental.**

Par conséquent votre programmation doit tenir compte de manière cohérente de :

- la programmation des enveloppes anticipées vous permettant dès à présent de réaliser les projets à caractère prioritaire qui peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux
- la programmation des mesures nouvelles de l'année qui doit vous permettre de réaliser les objectifs fixés par le gouvernement.
- Dans cette perspective, la CNSA vous transmettra à échéance du 30 mars 2007 des modèles d'annexe PRIAC intégrant les dotations prévues à l'article L 312-5-2 du CASF.

### Schéma de principe des notifications anticipées

(les pourcentages correspondent aux enveloppes nationales)

	Déjà notifié par la CNSA en 2006 et autorisé par les préfets en 2006	A notifier par la CNSA le 15 février 2007 et à autoriser par les préfets en 2007	A notifier par la CNSA en 2008 et à autoriser par les préfets avec financement en 2008	A notifier par la CNSA en 2009 et à autoriser par les préfets avec financement en 2009
Pour ouverture à partir de 2006	100% des places nouvelles ONDAM 2006			
Pour ouverture à partir de 2007	40% des places nouvelles ONDAM 2007 (dotation anticipée 2007)	<b>60% des places nouvelles ONDAM 2007</b>		
Pour ouverture à partir de 2008		<b>40% des places nouvelles de l'ONDAM anticipé 2008 (dotation anticipée 2008)</b>	reliquat des places nouvelles au vu de l'ONDAM 2008	
Pour ouverture à partir de 2009		<b>20% des places nouvelles de l'ONDAM anticipé 2009 (dotation anticipée 2009)</b>	30% des places nouvelles de l'ONDAM anticipé 2009	reliquat des places nouvelles au vu de l'ONDAM 2009
Pour ouverture à partir de 2010			20% des places nouvelles de l'ONDAM anticipé 2010	30% des places nouvelles de l'ONDAM anticipé 2010
Pour ouverture à partir de 2011				20% des places nouvelles de l'ONDAM anticipé 2011



## ANNEXE 4

### NOTICE TECHNIQUE SUR L'UTILISATION ET LES MODALITES DE REPARTITION DES CREDITS DE MEDICALISATION

#### Référence :

Circulaire DGAS/DHOS/DSS/CNSA n° 447 du 17 octobre 2006.

L'objectif global de dépenses d'assurance maladie pour le secteur personnes âgées 2007 comprend un niveau de crédits de 392 M€ afin de mener l'achèvement du processus de conventionnement, couvrir les engagements pris dans le cadre des conventions tripartites et poursuivre la mise en œuvre des nouvelles conditions tarifaires prévues dans le Plan Solidarité Grand Age.

La ventilation nationale des crédits entre ces différents objectifs est prévue de la manière suivante :

- 144 M€ sur 6 mois pour l'achèvement du conventionnement,
- 151 M€ pour la couverture des extensions en année pleine et des engagements issus des conventions tripartites,
- 97 M€ sur 9 mois pour la montée en charge des nouvelles modalités tarifaires liées à l'utilisation de l'outil PATHOS.

Une provision de 43 M€ est réservée à ce stade au niveau national en vue d'une répartition ultérieure en fonction du rythme d'achèvement du processus de conventionnement et de la montée en charge de l'utilisation de l'outil PATHOS.

Ainsi, l'enveloppe de crédits répartie en début de campagne par la CNSA correspond à :

- 114 M€ sur 6 mois pour le conventionnement initial,
- 126,3 M€ au titre des extensions en année pleine des crédits de médicalisation engagés dans le cadre de conventions tripartites telles qu'elles ressortent des synthèses SAISEHPAD réalisées le 19 janvier 2007 (123,8 M€), augmentées du taux d'actualisation (2,5 M€),
- 10 M€ au titre de l'actualisation du GMP,
- 97 M€ sur 9 mois pour financer le déploiement de PATHOS, auquel s'ajoute 1M€ à titre non reconductible pour accompagner la réalisation des coupes pathos

Il vous est précisé que ces quatre sous-enveloppes sont fongibles entre elles dans le respect des priorités fixées par les textes, et en fonction du contexte local :

- mise en œuvre de la pathossification pour les établissements disposant d'un GMP>800, renouvelant leur convention tripartite ou ayant opté pour le tarif global,
- achèvement du conventionnement initial au 31/12/2007.

La présente notice constitue, sur la base des directives fixées par le gouvernement dans la circulaire mentionnée en référence, un document de traduction technique, par la CNSA, des orientations arrêtées par les autorités de l'Etat. A ce titre, elle a pour objet de rappeler ou de préciser :

- les conditions d'achèvement du processus de conventionnement initial (1)
- les modalités d'application des dispositions issues de la circulaire du 17 octobre 2006 (2)

Par ailleurs, elle indique, au titre des compétences propres de la CNSA :

- les modalités de répartition des crédits de médicalisation 2007 (3)
- les modalités d'utilisation des crédits issus du coût des médicaments retirés du budget des EHPAD (4)
- la saisie des données du conventionnement dans l'application SAISEHPAD 2 (5)

## **1 - La fin du processus du conventionnement initial au 31/12/2007 et l'actualisation des valeurs des tarifs soins**

Les résultats de la synthèse SAISEHPAD réalisée le 19 janvier 2007 présentent un bilan de 623 nouvelles conventions signées au cours de l'exercice 2006, soit environ 46 000 places.

Pour rappel, l'objectif de signature fixé dans l'objectif global de dépenses (OGD) 2006 était de 1 400 nouvelles conventions soit environ 100 000 places.

Il est rappelé que l'échéance inscrite à l'article L 313-12 du CASF pour l'achèvement du conventionnement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes est le 31/12/2007, les établissements n'ayant pas signé de convention tripartite à cette échéance ne pouvant plus accueillir de personnes âgées dépendantes.

Par ailleurs, les données saisies dans l'application SAISEHPAD 2 montrent que le coût des conventions signées en 2006 présente une hausse importante (4800€/place contre 2800€ pour la moyenne des années précédentes). Votre vigilance est appelée sur le respect des références de ressources applicables aux établissements dans le cadre du conventionnement tripartite. En effet, les crédits répartis sur 6 mois (114 M€) pour l'achèvement du conventionnement initial ont été définis sur la base des normes de financement en vigueur.

Les instructions ministérielles fixant les règles tarifaires applicables aux établissements conventionnés prévoient, en conséquence, que les extensions en année pleine à couvrir en 2008 seront financées dans la limite de la DOMINIC de référence applicable aux établissements concernés.

Les montants des tarifs soins permettant le calcul de la DOMINIC fixés à 5,89€ et 6,58 € pour 2006 sont revalorisés du taux moyen de reconduction 2007. Ces montants ont été revalorisés, pour l'exercice 2007, à 6,04€ pour le tarif partiel et 674€ pour le tarif global.

## **2 - Rappel des conditions de mise en œuvre des nouvelles mesures relatives à la tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes issues du Plan Solidarité Grand Age (PSGA)**

La circulaire de référence du 17 octobre 2006 prévoit les conditions de mise en œuvre du Plan Solidarité Grand Age, notamment le renforcement des ratios d'encadrement dans les établissements accueillant les personnes âgées les plus lourdement dépendantes et requérant des soins techniques.

Cette volonté politique s'est traduite par la mise en œuvre de nouvelles modalités tarifaires visant à mieux prendre en compte l'évolution de la dépendance des personnes âgées, l'effort de coordination des soins et la charge réelle en soins dans les EHPAD au travers des données issues des coupes PATHOS.

Dans ce cadre, des crédits vous ont été délégués dès octobre 2006, afin de permettre :

- La prise en compte financière de l'actualisation annuelle du GMP pour tous les établissements conventionnés quelque soit leur niveau de ressources d'assurance maladie
- L'utilisation de l'outil PATHOS prioritairement pour les établissements renouvelant leur convention ou accueillant les résidents les plus dépendants (GMP>800), mais également pour les établissements ayant opté pour le tarif global

La synthèse SAISEHPAD réalisée le 19 janvier dernier montre que seules 33 conventions ont bénéficié de la mise en œuvre des nouvelles modalités tarifaires.

L'exercice 2007 verra donc une montée en charge importante du processus de « pathossification » des EHPAD éligibles.

## 2.1 - La prise en compte de l'actualisation annuelle du GMP et du PMP

- **Actualisation annuelle du GMP pour les établissements non « pathossifiés »**

L'ensemble des établissements conventionnés, quel que soit le niveau de leur dotation soins, ont droit à la prise en compte financière liée à l'augmentation annuelle du GMP sous réserve que celle-ci atteigne au moins 20 points.

Cette valorisation se fait, en 2007, sur les bases présentées dans la circulaire de référence du 17 octobre 2006 à savoir :

- 8€ par point de GMP supplémentaire pour les établissements en tarif partiel
- 9€ par point de GMP supplémentaire pour les établissements en tarif global

### Rappel des modalités de prise en compte de l'augmentation du GMP

#### **Exemple n° 1 =Etablissement de 100 lits en tarif partiel**

Dotations soins actuelles: 572 000 € soit DOMINIC + 45%

GMP retenu dans la convention : 600

Nouveau GMP validé : 642

**Actualisation des moyens :  $(42 \times 8 \times 100) = 33\,600 \text{€}$**

**Nouvelle dotation : 605 600€**

#### **Exemple n°2 = Etablissement de 100 lits en tarif global**

Dotations soins actuelles: 639 000 €

GMP retenu dans la convention : 600

Nouveau GMP validé : 623

**Actualisation des moyens :  $(23 \times 9 \times 100) = 20\,700 \text{€}$**

**Nouvelle dotation : 659 700€**

L'actualisation des moyens se fait au moment de la réception du dernier GMP validé et l'incidence financière est calculée sur l'année pleine (prise en compte rétroactive de l'augmentation du GMP au 1<sup>er</sup> janvier).

Dans l'hypothèse d'une baisse du GMP validé d'au moins 20 points, la conservation des moyens attribués antérieurement est subordonnée à la prise en charge future, fixée de manière contractuelle, de résidents plus lourdement dépendants (GIR 1 et 2). Dans le cas où l'établissement ne souhaiterait pas s'inscrire dans cette démarche contractuelle, l'impact budgétaire de la baisse du GMP sera pris en compte au plus tard lors de l'exercice budgétaire suivant.

- **Actualisation annuelle du GMP et du PMP pour les établissements « pathossifiés »**

Par analogie avec l'actualisation du GMP applicable aux établissements non éligibles à l'utilisation de l'outil PATHOS, les moyens des établissements « pathossifiés » sont revus dès que le GMPS ( $GMP + PMP \times 2,59$  €) présente une augmentation d'au moins 20 points.

### **Modalités de prise en compte de l'augmentation du GMPS**

#### **Exemple n° 1 = Etablissement de 100 lits exploités en tarif partiel sans PUI**

Dotation soins actuelle: 818 160 €

GMPS retenu dans la convention : 974 soit  $[GMP 650 + (PMP 125 \times 2,59)] = 974$

Nouveau GMPS validé : 1 000

**Actualisation des moyens :  $8,4 \text{ €} \times 1000 \times 100 = 840\,000 \text{ €}$**

**Nouvelle dotation : 840 000 €**

#### **Exemple n°2 := Etablissement de 100 lits exploités en tarif global avec PUI**

Dotation soins actuelle: 1 168 800 €

GMP retenu dans la convention : 974 soit  $[GMP 650 + (PMP 125 \times 2,59)] = 974$

Nouveau GMP validé : 1 000

**Actualisation des moyens :  $12 \text{ €} \times 1000 \times 100 = 1\,200\,000 \text{ €}$**

**Nouvelle dotation : 1 200 000 €**

**L'actualisation des moyens se fait au moment de la réception des derniers GMP et PMP validés, et l'incidence financière est calculée sur l'année pleine (prise en compte rétroactive de l'augmentation du GMPS au 1<sup>er</sup> janvier).**

Dans l'hypothèse d'une baisse du GMPS validé d'au moins 20 points, la conservation des moyens attribués antérieurement est subordonnée à la prise en charge future, fixée de manière contractuelle, de résidents nécessitant une charge en soins plus importante. Dans le cas où l'établissement ne souhaiterait pas s'inscrire dans cette démarche contractuelle, l'impact budgétaire de la baisse du GMPS sera pris en compte au plus tard lors de l'exercice budgétaire suivant.

## **2.2 - Rappel des mécanismes d'allocation de ressources dans le cadre l'utilisation de l'outil PATHOS prévues dans la circulaire DGAS/DHOS/DSS/CNSA du 17 octobre 2006**

- **Champ d'éligibilité**

Les établissements éligibles à l'application des nouvelles dispositions tarifaires issues de la circulaire de référence du 17 octobre 2006 sont :

- Les établissements conventionnés ou non disposant d'un GMP >800 et d'une coupe PATHOS validée par le service médical de l'assurance maladie
- Les établissements conventionnés renouvelant leur convention tripartite et disposant d'une coupe PATHOS validée par le service médical de l'assurance maladie
- Les établissements ayant opté pour le tarif global et disposant d'une coupe PATHOS validée par le service médical de l'assurance maladie

Il est rappelé qu'en fonction de la compatibilité avec les dotations départementales limitatives de crédits, les établissements qui n'entrent pas dans le périmètre prioritaire défini ci-dessus pourront être éligibles au mécanisme décrit ci-après. La circulaire demande cependant de réserver cette possibilité aux établissements qui présentent des caractéristiques proches de celles des EHPAD ayant un GMP supérieur à 800 ainsi qu'à ceux qui optent pour le tarif global

### **2.3 - Modalités de calcul de la ressource d'assurance maladie pour les établissements procédant au renouvellement de leurs conventions ou ayant un GMP > 800**

Le nouveau mécanisme de calcul précisé dans la circulaire de référence du 17 octobre 2006 repose sur une formule de calcul unique prenant en compte au travers du GMP soins (GMPS), le niveau de dépendance (GMP) et de la charge en soins (PMP), valorisé de manière différenciée selon les options tarifaires choisies et la présence ou non d'une pharmacie à usage intérieur

Il vous rappelle ci-après les modalités de détermination de la nouvelle ressources en soins issues de l'utilisation de l'outil PATHOS :

#### **➤ Détermination du GMPS**

Le calcul du nombre de points GMPS s'effectue à partir :

- du GMP validé
- du PMP validé, ce dernier devant être multiplié par un coefficient de conversion de 2,59 permettant de le transformer en équivalent GMP.

La détermination du nombre de point GMPS nécessite donc au préalable la réalisation d'une coupe PATHOS et sa validation dans un délai de 3 mois par le service médical de l'assurance maladie.

Le nombre de points GMPS se calcule donc de la manière suivante :

$$\text{GMPS} = \text{GMP} + (\text{PMP} * 2,59) = \text{nombre de points GMPS}$$

#### **➤ Valorisation du point GMPS pour 2007**

Les valeurs du point GMPS 2006 comprennent par anticipation l'actualisation 2007 :

- 12€ pour un tarif global avec PUI
- 11 € pour un tarif global sans PUI
- 9.5€ pour un tarif partiel avec PUI
- 8.4 € pour un tarif partiel sans PUI

#### **➤ Exemple de détermination de la ressource plafond d'assurance maladie pour 2007**

La formule de calcul unique à appliquer aux EHPAD éligibles disposant d'une coupe PATHOS validée par le service médical de l'assurance maladie est la suivante, selon les options tarifaires choisies :

- Tarif Global avec PUI = 12€ \* (GMPS) \* capacité exploitée
- Tarif Global sans PUI = 11€ \* (GMPS) \* capacité exploitée
- Tarif Partiel avec PUI = 9,5€ \* (GMPS) \* capacité exploitée
- Tarif Partiel sans PUI = 8,4€ \* (GMPS) \* capacité exploitée

La notion de « capacité exploitée » qui figure dans la circulaire de référence doit être regardée comme correspondant à la moyenne du nombre de journées réalisées sur les trois derniers exercices divisé par 365 jours.

**Le respect des valeurs plafond de points GMPS définies ci-dessus conditionne le respect des enveloppes départementales ainsi que l'équité de l'allocation des ressources d'assurance maladie aux EHPAD.**

**En conséquence aucun crédit d'assurance maladie ne peut être attribué au-delà de cette norme de financement.**

Dans l'hypothèse où un établissement éligible dispose d'une ressource d'assurance maladie actuelle supérieure à la nouvelle ressource plafond d'assurance maladie, la circulaire ministérielle de référence du 17 octobre 2006 a prévu qu'il est autorisé à conserver ses moyens actuels, sous réserve de s'engager contractuellement à accueillir des résidents plus lourdement dépendants et présentant une charge en soins plus importante.

La circulaire indique également que cet engagement sera évalué annuellement et donnera lieu, le cas échéant, à une reprise des moyens au terme de 3 ans si la production de point GMPS n'est pas concordante avec les crédits d'assurance maladie alloués à l'établissement.

On doit en déduire que, dans le cas où l'établissement ne souhaiterait pas prendre un tel engagement, un ajustement de ses moyens au plafond de ressources d'assurance maladie résultant des valeurs de points GMPS déterminées ci-dessus doit être programmé au terme de trois exercices.

L'application SAISEHPAD 2 sera donc améliorée par la CNSA afin de permettre, en application de ces dispositions, le suivi du respect des ressources plafonds d'assurance maladie et ainsi déterminer pour chaque département le montant des crédits en dépassements de la ressource plafond à résorber à échéance de 3 ans.

➤ **Revalorisation des points GMPS applicables aux départements d'outre mer (DOM) dans le cadre de la prise en compte des contraintes spécifiques rencontrées par ces départements (Hypothèse de majoration de 20%)**

- Tarif Global avec PUI = 14,4 € \* (GMPS) \* capacité exploitée
- Tarif Global sans PUI = 13,2 € \* (GMPS) \* capacité exploitée
- Tarif Partiel avec PUI = 11,4 € \* (GMPS) \* capacité exploitée
- Tarif Partiel sans PUI = 10 € \* (GMPS) \* capacité exploitée

#### **2.4 L'application des nouvelles dispositions tarifaires aux unités de soins de longue durée (USLD)**

Les unités de soins de longue durée (USLD) sont soumises à l'obligation, dans un délai légal porté au 30 juin 2009 par l'article 84 de la LFSS 2007, de redéfinir leurs capacités entre une partie sanitaire, prenant en charge des résidents requérant des soins médico-techniques importants (SMTI), et une partie médico-sociale, accompagnant des résidents dépendants mais sans besoins en soins techniques (non SMTI).

Parallèlement, les ULSD entrent dans le périmètre d'application des nouvelles dispositions de calcul des dotations soins prévues par circulaire de référence du 17 octobre 2006.

Une prochaine instruction ministérielle précisera les conditions dans lesquelles doivent s'articuler l'opération de reconstitution des capacités et l'attribution de moyens nouveaux dans le cadre de l'utilisation de l'outil PATHOS.

## **2.5 - Formation PATHOS et validation des coupes par le service médical**

### **➤ Mise en œuvre de la formation**

La circulaire n°2006/518 du 6 décembre 2006 précise les modalités de formation à l'utilisation de l'outil PATHOS. A cet effet, un formateur national (le Docteur Jean-Marie VETEL) s'est vu confier la mission de former les médecins coordonnateurs des EHPAD dans le cadre de sessions de formation organisées au niveau régional.

Une enveloppe de 1 M€ de crédits non reconductibles vous est de nouveau attribuée pour appuyer la réalisation des coupes Pathos dans les établissements prioritaires. Comme l'année dernière, cette enveloppe pourra être mobilisée aussi bien pour financer la formation à l'outil PATHOS du médecin coordonnateur que pour organiser, au travers d'un établissement support, des journées de formation à cet outil.

### **➤ Modalités de validation des coupes PATHOS**

Les coupes transversales sont réalisées par les médecins coordonnateurs et transmises au service médical de l'assurance maladie (support informatique GALAAD V3 téléchargeable sur le site [www.ameli.fr](http://www.ameli.fr))

La validation des coupes PATHOS est réalisée dans un délai de 3 mois après réception des données par le service médical. Passé ce délai, la coupe peut servir au calcul de la dotation soins de l'établissement.

Toutefois, il conviendra de rappeler aux établissements concernés que le service médical peut effectuer des contrôles a posteriori pouvant aboutir, le cas échéant en cas de constatation d'un niveau de PMP inférieur à celui issu de la coupe PATHOS initialement transmise, à la reprise de crédits d'assurance maladie à due concurrence de la baisse du GMPS ( $GMP + PMP * 2,59$ ).

## **3 - Critères de répartition par la CNSA des mesures de médicalisation 2007**

### **A. Modalités de répartition territoriale des crédits nécessaires au conventionnement initial**

Les crédits disponibles à ce titre ont été répartis par la CNSA sur la base du nombre de places restant à conventionner calculé à partir de la synthèse SAISEHPAD du 19 janvier 2007.

## B. Modalités de répartition territoriale des Crédits Pathos (renouvellement et GMP>800)

La répartition des crédits nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles modalités de tarification des EHPAD renouvelant leur convention ou disposant d'un GMP>800 s'est effectuée au vu :

- du nombre de places éligibles : nombre de places disposant d'un GMP>800, ayant signé une convention tripartite en 2001 et 2002.  
Cette répartition prend donc en compte l'extension en année pleine des crédits délégués en mi-campagne 2006
- de l'écart entre les crédits d'assurance maladie identifiés dans SAISEHPAD 2 (dotations soin actuelles) et la valeur du point GMPS multipliés par la production extrapolé de points.

La répartition des 1 M€ non reconductible pour la formation PATHOS s'est réalisée sur la base du nombre de places éligibles aux nouvelles modalités de financement.

## C. Prise en compte des EAP de médicalisation

La répartition des crédits nécessaires à la couverture des extensions en année pleine des mesures de médicalisation s'est effectuée sur la base des engagements 2007 recensés fin 2006 dans l'application SAISEHPAD 2.

## D. Actualisation du GMP

Les crédits (10 M€) dédiés au financement de l'actualisation du GMP ont été répartis au prorata des bases budgétaires constatées en fin de campagne 2006.

**Il vous est rappelé que ces 4 sous enveloppes sont fongibles entre elles dans le respect des priorités fixées par les textes, et en fonction du contexte local :**

- mise en œuvre de la pathosification pour les établissements disposant d'un GMP>800, renouvelant leur convention tripartite ou ayant opté pour le tarif global
- achèvement du conventionnement initial au 31/12/2007

## **4 - Utilisation des crédits des médicaments retirés des budgets des établissements au moment du conventionnement (article 96 de la loi du 4 mars 2002) :**

Vous disposez dans vos bases budgétaires des crédits correspondant à la reprise du coût des médicaments retirés des budgets des établissements ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur. Les montants recensés à ce titre dans l'application SAISEHPAD 2 paraissent sensiblement sous évalués sur l'ensemble du champ concerné.

En conséquence, il vous est demandé de préciser la disponibilité réelle de ces crédits et le cas échéant d'indiquer l'utilisation qui en a été faite.

Une fois ce montant identifié, il vous est demandé de cibler exclusivement son utilisation sur la création de places nouvelles d'EHPAD que les montants disponibles pourraient gager.

Les remontées d'information dans ce cadre sont à faire **dans le cadre des propositions régionales de créations de places qui doivent parvenir à la CNSA le 15 mars délai de rigueur** (à adresser à l'adresse suivante : [polebudgetaire@cnsa.fr](mailto:polebudgetaire@cnsa.fr))

## **5 - Saisie des données relatives au conventionnement tripartite dans l'application SAISEHPAD2**

L'application SAISEHPAD 2 vous permet désormais une saisie en continu des conventions tripartites, avenant et renouvellement signés. L'exploitation statistique et financière se fait au travers de synthèses qui vous sont adressées trimestriellement.

Il vous est rappelé la nécessité de disposer de données fiables et exhaustives sur l'achèvement du processus conventionnement initial ainsi que sur la montée en charge de l'utilisation de l'outil PATHOS pour le calcul des dotations soins.

Aussi, il vous est demandé d'apporter une attention particulière à la saisie des données du conventionnement dans l'application SAISEHPAD 2.

Pour tout complément d'information ou question sur la mise en œuvre du conventionnement, vous voudrez bien vous adresser par courriel à l'adresse suivante : [polebudgetaire@cnsa.fr](mailto:polebudgetaire@cnsa.fr), l'ensemble de vos questions alimentera une foire aux questions (FAQ) qui vous permet dès à présent de répondre à la plus grande part de vos préoccupations.

## ANNEXE 5

### L'APPORT EN RECONDUCTION POUR LA CAMPAGNE BUDGETAIRE 2007

Par la présente note, la CNSA traduit en termes techniques certaines orientations arrêtées par le gouvernement en matière d'actualisation des moyens de fonctionnement et vous indique la façon dont ces moyens ont été territorialement répartis par elle. Les orientations générales ainsi que les éléments de langage concernant la politique d'actualisation des moyens feront ultérieurement l'objet d'une instruction ministérielle.

Les dotations régionales et départementales relatives à l'actualisation des moyens telles que réparties dans **le tableau 6** ont un caractère définitif. Vous pouvez néanmoins transmettre vos interrogations et remarques éventuelles par courriel à [polebudgetaire@cnsa.fr](mailto:polebudgetaire@cnsa.fr).

#### **1- la prise en compte des modifications de l'offre de service : les transferts entre l'Objectif de dépenses sanitaire et médico-social.**

Les informations concernant les transferts entre secteurs sanitaires et médico-sociaux intervenus jusqu'au 31 décembre 2006 à partir de vos remontées et validés par la DHOS, la DGAS et la DSS ont été intégrées dans **le tableau 6**. Ces transferts viennent abonder les bases budgétaires au 1<sup>er</sup> janvier et font par conséquent l'objet d'une actualisation au même titre que l'ensemble de la base budgétaire.

#### **2- les mesures de revalorisation générale**

Ces mesures couvrent d'une part une revalorisation des dépenses salariales et d'autre part une actualisation des dépenses de fonctionnement hors personnel.

Concernant les mesures de revalorisation salariale, le principe d'une prise en compte des mesures de revalorisation de la fonction publique pour déterminer le montant de la revalorisation accordée à l'ensemble du champ privé sans discrimination de statut a été retenu par le Ministre. Cette transposition concerne aussi bien l'évolution de la valeur du point Fonction Publique (+0,8% au 1<sup>er</sup> février 2007) que l'attribution à tous les fonctionnaires d'un point d'indice supplémentaire à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006. Les crédits correspondants à la prise en compte de ces mesures dans les tarifs des établissements relevant du secteur privé doivent toutefois demeurer gelés dans l'attente, pour les conventions qui en relèvent, de la procédure d'agrément par le ministre des accords de transposition.

L'actualisation 2007 des dépenses afférentes aux mesures salariales prend par ailleurs en compte l'impact d'un GVT positif (0,4% de variation de la masse salariale sur les PA et 0,7% sur les PH) et l'extension « année pleine » de la revalorisation de la valeur du point intervenue à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006.

En raison d'un périmètre tarifaire différent entre les secteurs des personnes âgées et des personnes handicapées, le ratio de charge de personnel retenu est de 93% pour l'enveloppe personne âgée (97% pour les EHPAD et 80% pour les SSIAD) et 75 % pour l'enveloppe personnes handicapées.

Pour mémoire, le niveau de la revalorisation salariale (EAP compris) correspond à une évolution de la masse salariale de 1,6% pour le secteur des PA et de 1,87% pour le secteur des PH.

- Concernant les dépenses de fonctionnement hors personnel (25% de l'enveloppe sur le champ PH et 7 % sur le champ PA), leur revalorisation correspond à une prise en compte d'une inflation de +1,75%.

- Compte tenu de cette construction de l'ONDAM, et sans préjuger des échanges que vous aurez avec vos interlocuteurs sur le niveau du tarif 2007 au regard d'une analyse « mission/moyen/coût du service », il se déduit un taux de revalorisation applicable aux mesures salariales et aux mesures hors personnels, en masse budgétaire, de 1,6% pour le secteur des personnes âgées et de 1,84% pour les personnes handicapées. Ce niveau de revalorisation, en masse budgétaire, se décompose comme suit :

- effet report des mesures salariales 2006 (0,26% pour PA et 0,19% pour PH) ;
- effet GVT (0,37% pour PA et 0,52% pour PH) ;
- revalorisation salariale (augmentation de la valeur du point FP et indice supplémentaire au 1/11 : 0,88% pour PA et 0,69% pour PH) ;
- revalorisation des dépenses hors personnel (0,12% pour PA et 0,44% pour PH).

Le **tableau 6** détaille les montants résultant de l'application de ces taux sur la base budgétaire limitative.

### **3- les mesures catégorielles**

Les mesures concernées se décomposent comme suit :

Champ	statut	Mesure concernée	Montant à répartir
PA/PH	FPH (titre IV)	Protocoles Jacob et Bertrand	40 M€ (32 PA +8 PH)
PA/PH	UNIFED	Avenant n° 2005-04 relatif aux astreintes	3.2 M€ (0.7 PA + 2.5 PH)

L'ensemble des mesures ci-dessus est réparti comme suit :

- sur le champ PA au niveau national : prise en compte de la Fonction Publique Hospitalière (FPH) à hauteur de 50% de l'ensemble du champ et de l'UNIFED à hauteur de 30%. Il convient de rappeler que l'UNIFED ne couvre pas le secteur privé lucratif (20% du champ). Cette pondération a été corrigée au niveau de chaque région en fonction des versements constatés.
- sur le champ PH : répartition sur la base des masses salariales « secteur public/secteur privée UNIFED » par département. Ces bases de répartition sont issues des données résultant de

l'exploitation de l'enquête CA 2004/BP 2005. Les départements n'ayant pas rempli cette enquête se voient appliquer les calibres moyens nationaux résultant de ladite exploitation.

## ANNEXE 6

### LES REMONTEES D'INFORMATIONS NECESSAIRES

### AU SUIVI DE LA CAMPAGNE BUDGETAIRE 2006 ET 2007

### AINSI QUE LA PREPARATION DES CAMPAGNES ULTERIEURES

Cette annexe recense les remontées d'informations demandées en 2007, indispensables à la fois au suivi budgétaire et au suivi des plans nationaux, ainsi qu'à la constitution des référentiels d'offre de service et de coûts permettant d'améliorer la prévision.

L'objectif d'amélioration de la qualité de l'information est un enjeu commun.

#### **I L'enquête semestrielle de suivi des plans nationaux**

Le suivi par chaque CTRI, du rythme de réalisation effective des places correspondant aux crédits notifiés, fait nécessairement partie des travaux de mise à jour du PRIAC. La programmation des actions sur chaque territoire suppose, en effet, que soit parfaitement intégré le niveau réel d'exécution des actions déjà financées.

L'enquête semestrielle dite « de suivi des plans nationaux » consiste à consolider, au niveau national cet indispensable suivi régional.

L'enquête semestrielle comporte deux volets:

L'enquête semestrielle a deux objets :

➤ Le suivi de la réalisation des plans nationaux,

Elle vise à identifier pour chaque département, par catégorie de structure et par nature de déficience ou de public accueilli :

- L'exécution de l'allocation budgétaire 2006 :
- Le suivi des places dont le financement est antérieur à 2006 :
- L'emploi en 2006 des enveloppes d'anticipation 2007

➤ Le suivi de l'évolution des besoins de financement au plan départemental.

L'enquête semestrielle porte sur les projets en attente de financement, ayant reçu un avis favorable du CROSMS.

Pour le secteur des personnes handicapées, les remontées incluent également l'actualisation des informations sur les listes d'attente des établissements et services médico-sociaux et les jeunes maintenus dans les établissements de l'enfance au titre de l'amendement Creton.

➤ **Le calendrier des remontées**

2 remontées par an

- **au 31 mars** : pour une date d'observation au 31/12 de l'année précédente
- **au 30 septembre** : pour une date d'observation au 30/06 de l'année en cours

Ces informations sont à remonter à l'aide des tableaux EXCEL assortis d'une aide au remplissage transmis conjointement par voie électronique.

Dans un souci de cohérence, les remontées départementales seront collectées au niveau régional et adressées par les DRASS à la CNSA, qui se chargera de transmettre ces informations à la DGAS.

## **II. Budgets exécutoires N-1 et comptes administratifs N-1 : dernière saisie EXCEL avant l'application R.E.B.E.C.A (Relevé d'Exploitation des Budgets Exécutoires et des Comptes Administratifs)**

Il vous a été demandé de faire remonter au cours de l'année 2006 les informations relatives au budget prévisionnel 2005 et au compte administratif 2004. Je rappelle l'utilité de ces données pour l'exercice des missions confiées à la CNSA en matière de répartition de moyens.

Dans le cadre de la poursuite de cette analyse des coûts, il est demandé aux DRASS de faire remonter à partir d'un cadre informatique uniforme de saisie des données sous Excel qui sera accessible sous l'extranet de la CNSA, **les comptes administratifs 2005 ainsi que les budgets prévisionnels 2006 et cela à échéance du 30 juin 2007.**

Pour les remontées ultérieures, la CNSA mettra à votre disposition un progiciel (R.E.B.E.C.A) permettant en routine de saisir ces données et de rendre disponibles des indicateurs synthétiques au niveau régional et départemental.

## **III. Saisie des données dans l'application SAISEHPAD 2**

Depuis le 30 juin dernier, date de reprise par la CNSA, l'application SAISEHPAD 2 est hébergée sur un site web ([www.cnsa.fr:9000/saisehpad-web/redirect.jsp](http://www.cnsa.fr:9000/saisehpad-web/redirect.jsp)) permettant la constitution d'une base de données nationales, consultable en temps réel, ne nécessitant plus l'export de fichiers vers le niveau national. En conséquence, la saisie des données relatives au conventionnement des établissements pour personnes âgées (conventionnement initial, avenant, renouvellement) se fait en continu.

Le caractère fiable et exhaustif des données renseignées dans l'application SASIEHPAD 2 assure la qualité de suivi du processus de conventionnement (notamment l'achèvement du conventionnement initial et la montée en charge de l'utilisation de l'outil PATHOS). Une vigilance toute particulière doit donc être apportée à la saisie dans l'application SAISEHPAD 2.

Tableau 1 - Dotations régionales Personnes Âgées 2007 - Mesures nouvelles

Régions	EHPAD dotations notifiées par anticipation le 04/09/06		SSIAD		Accueil de Jour	Hébergement Temporaire		TOTAL mesures nouvelles 2007
	montant	places	montant (sur 6 mois)	places	montant (sur 6 mois)	montant (sur 6 mois)	places	montant
Alsace	308 200	46	297 513	57	171 389	133 583	25	910 685
Aquitaine	1 078 700	161	1 690 468	322	406 331	316 699	60	3 492 198
Auvergne	321 600	48	435 951	83	181 587	141 531	27	1 080 669
Bourgogne	388 600	58	535 574	102	218 228	170 089	32	1 312 492
Bretagne	676 700	101	800 013	152	381 650	297 462	56	2 155 826
Centre	1 601 300	239	1 325 497	252	318 615	248 332	47	3 493 744
Champagne Ardenne	938 000	140	615 663	117	148 690	115 891	22	1 818 244
Corse	288 100	43	133 767	25	34 574	26 947	5	483 387
Franche Comté	924 600	138	602 152	115	127 468	99 350	19	1 753 570
Ile de France	5 741 900	857	4 684 730	892	933 921	727 909	137	12 088 461
Languedoc Roussillon	1 018 400	152	1 092 244	208	327 573	255 314	48	2 693 531
Limousin	308 200	46	301 358	57	115 157	89 755	17	814 470
Lorraine	1 721 900	257	1 435 124	273	248 014	193 305	36	3 598 343
Midi Pyrénées	636 500	95	1 220 198	232	357 483	278 626	53	2 492 807
Nord Pas de Calais	4 254 500	635	3 632 242	692	376 604	293 530	55	8 556 877
Basse Normandie	1 005 000	150	749 510	143	179 486	139 894	26	2 073 889
Haute Normandie	1 340 000	200	955 236	182	186 998	145 749	27	2 627 982
Pays de la Loire	1 152 400	172	1 090 453	208	399 852	311 649	59	2 954 355
Picardie	1 273 000	190	791 194	151	185 046	144 227	27	2 393 467
Poitou-Charentes	1 909 500	285	1 447 840	276	240 112	187 146	35	3 784 597
Provence Alpes Côte d'Azur	1 628 100	243	2 280 240	434	608 998	474 661	90	4 991 999
Rhône Alpes	1 206 000	180	1 324 538	252	620 243	483 424	91	3 634 205
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>29 721 200</b>	<b>4 436</b>	<b>27 441 505</b>	<b>5 227</b>	<b>6 768 020</b>	<b>5 275 074</b>	<b>995</b>	<b>69 205 799</b>
Guadeloupe	635 160	79	560 300	89	42 101	24 201	5	1 261 763
Martinique	0	0	189 875	30	42 786	24 595	5	257 256
Guyane	0	0	11 063	2	6 353	3 652	1	21 069
Réunion	345 720	43	147 257	23	40 936	23 532	4	557 445
<b>Total DOM</b>	<b>980 880</b>	<b>122</b>	<b>908 495</b>	<b>144</b>	<b>132 176</b>	<b>75 980</b>	<b>14</b>	<b>2 097 531</b>
<b>Total France entière</b>	<b>30 702 080</b>	<b>4 558</b>	<b>28 350 000</b>	<b>5 371</b>	<b>6 900 196</b>	<b>5 351 054</b>	<b>1 010</b>	<b>71 303 330</b>

Tableau 2 - Dotations régionales Enfants et adolescents handicapés 2007 - Mesures nouvelles

Régions	Prévention		SESSAD		Autisme		Accueil Temporaire	Polyhandicap dont dotations notifiées par anticipation le 02/10/06		ITEP dotations notifiées par anticipation le 02/10/06		TOTAL mesures nouvelles 2007
	CAMSP montant	CMPP montant	montant	places	montant	places	montant	montant	places	montant	places	montant
Alsace	0	0	982 656	65	972 228	33	70 799	126 232	7	165 000	20	2 316 914
Aquitaine	0	354 725	949 315	39	518 859	5	99 145	0	0	0	0	1 922 043
Auvergne	48 388	71 026	220 299	15	161 621	2	30 883	315 804	6	0	0	848 022
Bourgogne	139 181	0	336 765	20	439 539	10	35 995	41 209	1	0	0	992 689
Bretagne	0	238 756	591 361	37	490 931	10	111 266	164 836	4	80 000	7	1 677 150
Centre	175 764	0	600 269	33	266 594	8	71 318	450 000	10	162 353	5	1 726 297
Champagne Ardenne	147 594	0	341 496	20	584 586	9	33 511	0	0	185 896	4	1 293 084
Corse	26 744	0	109 005	6	66 186	1	8 560	413 000	10	432 446	10	1 055 941
Franche Comté	138 464	0	217 562	13	0	0	30 499	186 000	3	176 500	4	749 025
Ile de France	1 764 481	603 611	4 381 352	253	2 994 269	57	776 318	1 277 609	30	1 466 585	42	13 264 225
Languedoc Roussillon	117 888	258 630	687 762	37	666 042	11	176 361	309 385	5	0	0	2 216 068
Limousin	0	97 712	245 812	13	132 248	2	40 000	0	0	0	0	515 772
Lorraine	314 614	0	310 693	18	0	0	61 453	264 560	9	0	0	951 320
Midi Pyrénées	274 726	0	342 479	20	305 099	5	40 000	882 696	21	0	0	1 845 001
Nord Pas de Calais	1 034 545	0	2 073 056	121	1 800 529	32	145 324	1 142 333	19	0	0	6 195 787
Basse Normandie	77 880	75 264	275 732	20	269 719	5	38 654	173 902	3	0	0	911 151
Haute Normandie	178 714	0	447 431	26	362 820	10	46 219	0	0	0	0	1 035 183
Pays de la Loire	222 402	157 191	700 283	42	513 759	9	98 170	0	0	405 620	10	2 097 424
Picardie	188 508	161 492	1 374 206	75	316 541	8	100 000	214 356	9	0	0	2 355 102
Poitou-Charentes	118 458	45 777	302 984	30	222 283	3	42 474	0	0	0	0	731 975
Provence Alpes Côte d'Azur	412 345	529 592	1 208 098	63	1 415 045	23	185 516	593 534	11	278 844	6	4 622 974
Rhône Alpes	1 003 679	80 000	1 247 011	99	501 000	9	231 366	711 964	20	46 154	4	3 821 174
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>6 384 374</b>	<b>2 673 776</b>	<b>17 945 624</b>	<b>1 066</b>	<b>12 999 896</b>	<b>253</b>	<b>2 473 833</b>	<b>7 267 420</b>	<b>168</b>	<b>3 399 398</b>	<b>112</b>	<b>53 144 321</b>
Guadeloupe	333 884	333 884	167 961	8	574 494	17	120 000	0	0	549 440	10	2 079 663
Martinique	0	0	224 896	25	0	0	0	0	0	550 025	20	774 921
Guyane	214 082	0	336 847	16	0	0	0	490 000	10	485 300	10	1 526 230
Réunion	200 000	300 000	584 672	28	555 610	31	106 168	750 000	15	0	0	2 496 450
<b>Total DOM</b>	<b>747 966</b>	<b>633 884</b>	<b>1 314 376</b>	<b>78</b>	<b>1 130 104</b>	<b>48</b>	<b>226 168</b>	<b>1 240 000</b>	<b>25</b>	<b>1 584 765</b>	<b>40</b>	<b>6 877 263</b>
<b>Total France entière</b>	<b>7 132 341</b>	<b>3 307 659</b>	<b>19 260 000</b>	<b>1 144</b>	<b>14 130 000</b>	<b>301</b>	<b>2 700 000</b>	<b>8 507 420</b>	<b>193</b>	<b>4 984 162</b>	<b>152</b>	<b>60 021 584</b>

Tableau 3 - Dotations régionales Adultes handicapés 2007 - Mesures nouvelles

Régions	MAS - FAM dont dotations notifiées par anticipation le 02/10/06						Accueil Temporaire	SAMSAH - SSIAD		SAMSAH Handicap psychique		TOTAL mesures nouvelles 2007
	montant total	dont montant Autisme	dont montant Handicap psychique	dont montant Polyhandicap	MAS places	FAM places		montant	montant	places	montant	
Alsace	3 372 031	447 880	726 220	128 466	30	152	136 582	629 387	51	325 735	20	4 463 734
Aquitaine	5 179 389	933 375	804 956	0	65	32	211 248	965 459	78	189 774	15	6 545 870
Auvergne	1 326 868	174 581	197 322	62 545	6	61	71 220	253 532	20	131 214	10	1 782 833
Bourgogne	2 543 973	377 976	427 211	111 444	52	24	94 266	389 391	17	268 702	12	3 296 332
Bretagne	3 391 454	450 564	509 254	128 449	38	47	142 040	654 323	70	338 641	78	4 526 458
Centre	3 752 711	436 037	492 834	94 917	48	18	97 670	560 411	44	290 037	18	4 700 830
Champagne Ardenne	1 766 080	236 667	317 495	52 128	2	73	52 986	323 641	24	167 498	12	2 310 206
Corse	598 703	80 363	90 832	16 707	10	9	41 832	145 986	11	75 554	5	862 076
Franche Comté	1 278 879	161 306	182 318	60 691	19	0	56 130	390 423	32	121 237	8	1 846 669
Ile de France	30 853 966	4 588 734	4 246 456	853 966	265	454	1 829 355	6 581 709	470	3 681 872	250	42 946 901
Languedoc Roussillon	3 126 832	416 689	470 967	109 152	42	26	111 779	605 128	47	313 180	21	4 156 920
Limousin	700 426	93 563	105 751	22 837	2	34	22 934	176 638	14	93 005	6	993 002
Lorraine	3 301 504	437 670	494 681	131 879	38	31	116 677	635 598	47	328 950	24	4 382 728
Midi Pyrénées	2 786 488	431 852	488 105	108 998	24	54	109 751	627 148	35	324 577	20	3 847 964
Nord Pas de Calais	5 643 759	607 181	1 036 271	246 534	58	85	454 865	932 919	74	482 826	39	7 514 369
Basse Normandie	1 800 215	238 487	269 552	73 082	23	10	69 493	346 338	28	179 245	12	2 395 291
Haute Normandie	1 956 570	255 981	389 325	102 744	33	0	166 295	462 736	33	239 486	15	2 825 087
Pays de la Loire	4 327 408	570 700	645 038	194 379	28	88	197 155	828 787	70	428 934	19	5 782 284
Picardie	4 482 141	355 400	401 693	108 324	27	99	134 827	776 349	59	267 863	17	5 661 179
Poitou-Charentes	2 719 871	344 536	449 415	124 724	37	26	177 991	544 262	45	281 680	23	3 723 804
Provence Alpes Côte d'Azur	6 434 256	1 233 256	993 899	252 965	36	185	441 898	1 319 858	108	683 085	317	8 879 096
Rhône Alpes	8 728 449	723 652	1 292 914	487 734	80	258	400 061	1 453 108	128	932 385	62	11 514 002
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>100 071 970</b>	<b>13 596 450</b>	<b>15 032 509</b>	<b>3 472 667</b>	<b>963</b>	<b>1 765</b>	<b>5 137 052</b>	<b>19 603 131</b>	<b>1 503</b>	<b>10 145 480</b>	<b>1 006</b>	<b>134 957 632</b>
Guadeloupe	1 944 053	167 021	188 777	34 483	20	26	86 998	290 849	15	150 527	8	2 472 427
Martinique	1 766 573	129 691	196 584	27 345	26	0	61 922	230 565	23	119 328	6	2 178 388
Guyane	320 798	110 656	125 070	20 798	5	0	58 087	179 589	10	92 945	5	651 418
Réunion	1 826 607	126 179	427 615	44 707	17	27	55 941	215 867	14	111 720	6	2 210 135
<b>Total DOM</b>	<b>5 858 030</b>	<b>533 547</b>	<b>938 046</b>	<b>127 333</b>	<b>68</b>	<b>53</b>	<b>262 948</b>	<b>916 870</b>	<b>62</b>	<b>474 520</b>	<b>25</b>	<b>7 512 368</b>
<b>Total France entière</b>	<b>105 930 000</b>	<b>14 129 997</b>	<b>15 970 555</b>	<b>3 600 000</b>	<b>1 031</b>	<b>1 817</b>	<b>5 400 000</b>	<b>20 520 000</b>	<b>1 565</b>	<b>10 620 000</b>	<b>1 031</b>	<b>142 470 000</b>

Tableau 4 - Dotations régionales Anticipées 2008 et 2009 - Mesures nouvelles

Régions	Personnes âgées		Personnes handicapées	
	Enveloppe anticipée 2008	Enveloppe anticipée 2009	Enveloppe anticipée 2008	Enveloppe anticipée 2009
Alsace	311 680	155 840	1 560 159	780 079
Aquitaine	1 770 966	885 483	2 626 571	1 313 286
Auvergne	456 711	228 355	647 377	323 689
Bourgogne	561 078	280 539	1 107 730	553 865
Bretagne	838 109	419 055	1 923 271	961 635
Centre	1 388 616	694 308	1 455 405	727 703
Champagne Ardenne	644 980	322 490	779 102	389 551
Corse	140 136	70 068	298 987	149 493
Franche Comté	630 826	315 413	613 869	306 935
Ile de France	4 907 813	2 453 906	17 923 373	8 961 686
Languedoc Roussillon	1 144 256	572 128	1 566 357	783 179
Limousin	315 708	157 854	416 703	208 352
Lorraine	1 503 463	751 731	1 495 196	747 598
Midi Pyrénées	1 278 302	639 151	1 643 185	821 593
Nord Pas de Calais	3 805 206	1 902 603	2 635 621	1 317 810
Basse Normandie	785 201	392 600	856 081	428 041
Haute Normandie	1 000 723	500 361	1 100 388	550 194
Pays de la Loire	1 142 380	571 190	2 093 975	1 046 987
Picardie	828 869	414 435	1 301 093	650 546
Poitou-Charentes	1 516 785	758 392	1 199 157	599 578
Provence Alpes Côte d'Azur	2 388 823	1 194 412	4 247 113	2 123 556
Rhône Alpes	1 387 611	693 805	3 071 512	1 535 756
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>28 748 243</b>	<b>14 374 122</b>	<b>50 562 226</b>	<b>25 281 113</b>
Guadeloupe	586 981	293 491	810 518	405 259
Martinique	198 916	99 458	720 333	360 167
Guyane	11 590	5 795	716 741	358 370
Réunion	154 269	77 135	1 190 182	595 091
<b>Total DOM</b>	<b>951 757</b>	<b>475 878</b>	<b>3 437 774</b>	<b>1 718 887</b>
<b>Total France entière</b>	<b>29 700 000</b>	<b>14 850 000</b>	<b>54 000 000</b>	<b>27 000 000</b>

**Tableau 5**  
**Répartition des crédits de médicalisation**

REGIONS	DEPARTEMENTS	EAP médicalisation synthèse SAISEHPAD du 19 janvier 2007	Actualisation des EAP sur 2,5 M€	TOTAL EAP 2007	Conventionnement initial Répartition de 114M€	Répartition de 97 M€ de crédits PATHOS = EAP crédits versés en 2006 et 9/12ème des renouvellements CT	Répartition de 10M€ au titre de l'actualisation du GMP	Répartition des 1 M€ CNR au prorata du nombre de places éligibles	TOTAL
Alsace	67 Bas-Rhin	1 676 591 €	34 261 €	1 710 852 €	2 244 815 €	1 846 066 €	142 774 €	13 468 €	5 957 975
	68 Haut-Rhin	523 486 €	10 697 €	534 183 €	883 994 €	1 255 274 €	113 983 €	10 998 €	2 798 432
<b>total</b>		<b>2 200 077 €</b>	<b>44 959 €</b>	<b>2 245 036 €</b>	<b>3 128 808 €</b>	<b>3 101 340 €</b>	<b>256 758 €</b>	<b>24 466 €</b>	<b>8 756 407</b>
Aquitaine	24 Dordogne	758 276 €	15 495 €	773 771 €	1 058 080 €	733 488 €	119 157 €	13 482 €	2 697 978
	33 Gironde	1 937 555 €	39 594 €	1 977 149 €	2 623 669 €	1 054 699 €	220 201 €	17 036 €	5 892 753
	40 Landes	1 192 618 €	24 371 €	1 216 989 €	33 250 €	717 296 €	73 914 €	13 529 €	2 054 978
	47 Lot-et-Garonne	1 911 817 €	39 068 €	1 950 885 €	252 701 €	191 015 €	73 700 €	3 197 €	2 471 499
<b>total</b>	64 Pyrénées-Atlantiques	1 068 834 €	21 842 €	1 090 676 €	2 104 308 €	466 505 €	121 022 €	7 713 €	3 790 224
<b>total</b>		<b>6 869 100 €</b>	<b>140 370 €</b>	<b>7 009 470 €</b>	<b>6 072 008 €</b>	<b>3 163 002 €</b>	<b>607 994 €</b>	<b>54 957 €</b>	<b>16 907 431</b>
Auvergne	3 Allier	163 138 €	3 334 €	166 472 €	1 105 867 €	89 146 €	89 146 €	9 921 €	2 739 337
	15 Cantal	5 633 €	115 €	5 748 €	538 324 €	961 795 €	49 113 €	6 556 €	1 561 535
	43 Haute-Loire	385 346 €	7 875 €	393 221 €	1 277 860 €	616 825 €	56 092 €	5 634 €	2 349 632
	63 Puy-de-Dôme	186 109 €	3 803 €	189 912 €	2 451 295 €	1 060 829 €	114 980 €	9 632 €	3 826 647
<b>total</b>		<b>740 226 €</b>	<b>15 127 €</b>	<b>755 353 €</b>	<b>5 635 410 €</b>	<b>3 745 315 €</b>	<b>309 331 €</b>	<b>31 742 €</b>	<b>10 477 151</b>
Bourgogne	21 Côte-d'Or	1 789 585 €	36 570 €	1 826 155 €	490 391 €	1 658 919 €	119 393 €	14 680 €	4 109 538
	58 Nièvre	453 745 €	9 272 €	463 017 €	484 333 €	455 998 €	52 108 €	3 742 €	1 459 199
	71 Saône-et-Loire	1 278 847 €	26 133 €	1 304 980 €	1 478 810 €	1 700 235 €	138 478 €	15 380 €	4 637 883
	89 Yonne	1 264 746 €	25 845 €	1 290 591 €	187 123 €	1 599 644 €	96 775 €	14 794 €	3 188 927
<b>total</b>		<b>4 786 923 €</b>	<b>97 821 €</b>	<b>4 884 744 €</b>	<b>2 640 656 €</b>	<b>5 414 796 €</b>	<b>406 754 €</b>	<b>48 596 €</b>	<b>13 395 546</b>
Bretagne	22 Côtes-d'Armor	1 300 144 €	26 569 €	1 326 713 €	517 386 €	654 796 €	146 037 €	8 595 €	2 653 527
	29 Finistère	3 255 475 €	66 526 €	3 322 001 €	3 322 001 €	867 343 €	196 825 €	10 964 €	6 877 398
	35 Ille-et-Vilaine	2 748 585 €	56 167 €	2 804 752 €	2 068 226 €	1 488 761 €	156 786 €	17 311 €	6 535 838
	56 Morbihan	1 316 617 €	26 905 €	1 343 522 €	898 084 €	828 225 €	120 928 €	9 887 €	3 200 647
<b>total</b>		<b>8 620 821 €</b>	<b>176 167 €</b>	<b>8 796 988 €</b>	<b>5 963 961 €</b>	<b>3 839 125 €</b>	<b>620 576 €</b>	<b>46 758 €</b>	<b>19 267 409</b>
Centre	18 Cher	484 051 €	9 892 €	493 943 €	1 420 079 €	538 346 €	67 795 €	5 149 €	2 525 312
	28 Eure-et-Loir	422 985 €	8 644 €	431 629 €	1 535 302 €	749 699 €	83 256 €	7 054 €	2 806 939
	36 Indre	361 946 €	7 396 €	369 342 €	1 048 467 €	718 289 €	56 644 €	6 374 €	2 199 116
	37 Indre-et-Loire	778 419 €	15 907 €	794 326 €	1 474 201 €	1 191 388 €	119 146 €	10 971 €	3 590 032
	41 Loir-et-Cher	733 256 €	14 984 €	748 240 €	1 618 394 €	57 813 €	75 386 €	586 €	2 500 419
	45 Loiret	879 832 €	17 979 €	897 811 €	1 656 583 €	903 784 €	98 246 €	8 528 €	3 564 952
<b>total</b>		<b>3 660 489 €</b>	<b>74 802 €</b>	<b>3 735 291 €</b>	<b>8 753 025 €</b>	<b>4 159 319 €</b>	<b>500 473 €</b>	<b>38 661 €</b>	<b>17 186 770</b>
Champagne-Ardenne	8 Ardennes	1 253 935 €	25 624 €	1 279 559 €	1 045 043 €	130 117 €	40 312 €	1 400 €	2 496 432
	10 Aube	491 685 €	10 048 €	501 733 €	295 103 €	572 224 €	53 754 €	8 084 €	1 430 897
	51 Marne	405 361 €	8 284 €	413 645 €	1 973 282 €	357 931 €	84 376 €	4 287 €	2 833 521
	52 Haute-Marne	102 960 €	2 104 €	105 064 €	334 082 €	220 476 €	37 295 €	2 766 €	699 683
<b>total</b>		<b>2 253 941 €</b>	<b>46 059 €</b>	<b>2 300 000 €</b>	<b>3 647 511 €</b>	<b>1 280 748 €</b>	<b>215 736 €</b>	<b>16 537 €</b>	<b>7 460 533</b>
Corse	2A Corse-du-Sud	- €	- €	- €	7 769 €	143 910 €	13 794 €	1 508 €	166 981
	2B Haute-Corse	125 478 €	2 564 €	128 042 €	57 282 €	66 346 €	24 592 €	794 €	277 056
<b>total</b>		<b>125 478 €</b>	<b>2 564 €</b>	<b>128 042 €</b>	<b>65 052 €</b>	<b>210 255 €</b>	<b>38 386 €</b>	<b>2 302 €</b>	<b>444 037</b>
Franche-Comté	25 Doubs	1 038 139 €	21 214 €	1 059 353 €	378 196 €	1 229 185 €	66 208 €	10 971 €	2 743 913
	39 Jura	957 093 €	19 558 €	976 651 €	1 199 508 €	507 109 €	48 873 €	4 038 €	2 736 180
	70 Haute-Saône	2 707 701 €	55 332 €	2 763 033 €	390 443 €	1 249 963 €	49 466 €	10 386 €	4 463 290
	90 Territoire de Belfort	2 726 978 €	55 726 €	2 782 704 €	288 €	- €	23 757 €	7 451 €	2 814 200
<b>total</b>		<b>7 429 911 €</b>	<b>151 831 €</b>	<b>7 581 742 €</b>	<b>1 968 435 €</b>	<b>2 986 257 €</b>	<b>188 304 €</b>	<b>32 846 €</b>	<b>12 757 583</b>
Ile de France	75 Seine	338 584 €	6 919 €	345 503 €	1 139 329 €	535 969 €	261 694 €	8 205 €	2 290 700
	77 Seine-et-Marne	4 905 134 €	100 237 €	5 005 371 €	355 283 €	608 865 €	178 864 €	9 571 €	6 157 954
	78 Yvelines	1 516 907 €	30 998 €	1 547 905 €	1 919 424 €	555 643 €	172 140 €	9 908 €	4 205 019
	91 Essonne	2 466 699 €	50 407 €	2 517 106 €	2 070 070 €	472 212 €	128 988 €	7 653 €	5 196 028
	92 Hauts-de-Seine	3 135 269 €	64 069 €	3 199 338 €	2 018 318 €	557 397 €	174 848 €	10 197 €	5 960 099
	93 Seine-Saint-Denis	939 392 €	19 197 €	958 589 €	1 725 058 €	199 032 €	109 736 €	3 049 €	2 995 463
	94 Val-de-Marne	644 989 €	13 180 €	658 169 €	1 961 168 €	754 966 €	141 675 €	12 337 €	3 528 315
95 Val-d'Oise	1 088 059 €	22 235 €	1 110 294 €	905 721 €	1 233 722 €	138 901 €	21 054 €	3 409 692	
<b>total</b>		<b>15 035 033 €</b>	<b>307 242 €</b>	<b>15 342 275 €</b>	<b>12 094 371 €</b>	<b>4 917 806 €</b>	<b>1 306 846 €</b>	<b>81 974 €</b>	<b>33 743 271</b>
Languedoc-Roussillon	11 Aude	2 027 467 €	41 431 €	2 068 898 €	379 908 €	541 848 €	66 968 €	5 237 €	3 062 859
	30 Gard	1 310 455 €	26 779 €	1 337 234 €	1 393 478 €	939 146 €	115 030 €	10 009 €	3 794 897
	34 Hérault	4 310 524 €	88 086 €	4 398 610 €	1 346 731 €	1 243 908 €	149 999 €	11 940 €	7 151 188
	48 Lozère	- €	- €	- €	45 826 €	742 941 €	31 661 €	6 414 €	826 842
	66 Pyrénées-Orientales	130 000 €	2 657 €	132 657 €	542 142 €	735 033 €	68 951 €	7 848 €	1 486 632
<b>total</b>		<b>7 778 446 €</b>	<b>158 953 €</b>	<b>7 937 399 €</b>	<b>3 708 085 €</b>	<b>4 202 876 €</b>	<b>432 610 €</b>	<b>41 448 €</b>	<b>16 322 417</b>
Limousin	19 Corrèze	270 648 €	5 531 €	276 179 €	313 012 €	532 307 €	56 389 €	6 367 €	1 184 254
	23 Creuse	22 960 €	469 €	23 429 €	8 428 €	1 076 495 €	49 798 €	14 761 €	1 172 911
	87 Haute-Vienne	342 099 €	6 991 €	349 090 €	53 859 €	1 714 467 €	86 940 €	22 548 €	2 226 903
<b>total</b>		<b>635 707 €</b>	<b>12 991 €</b>	<b>648 698 €</b>	<b>375 299 €</b>	<b>3 323 269 €</b>	<b>193 126 €</b>	<b>43 676 €</b>	<b>4 584 068</b>
Lorraine	54 Meurthe-et-Moselle	479 525 €	9 799 €	489 324 €	1 555 713 €	442 356 €	95 383 €	5 560 €	2 588 336
	55 Meuse	- €	- €	- €	392 023 €	472 515 €	35 363 €	5 741 €	905 643
	57 Moselle	1 126 629 €	23 023 €	1 149 652 €	1 818 554 €	709 880 €	114 949 €	8 514 €	3 801 548
	88 Vosges	762 241 €	15 576 €	777 817 €	1 075 067 €	272 663 €	87 395 €	3 305 €	2 216 247
<b>total</b>		<b>2 368 395 €</b>	<b>48 398 €</b>	<b>2 416 793 €</b>	<b>4 841 357 €</b>	<b>1 897 414 €</b>	<b>333 090 €</b>	<b>23 120 €</b>	<b>9 511 774</b>
Midi-Pyrénées	9 Ariège	557 079 €	11 384 €	568 463 €	5 004 €	453 357 €	42 755 €	5 196 €	1 074 775
	12 Aveyron	862 269 €	17 621 €	879 890 €	1 931 275 €	336 780 €	69 567 €	3 951 €	3 221 463
	31 Haute-Garonne	2 975 019 €	60 795 €	3 035 814 €	1 112 860 €	1 649 892 €	155 932 €	17 863 €	5 972 361
	32 Gers	760 954 €	15 550 €	776 504 €	178 827 €	341 397 €	44 456 €	4 227 €	1 345 411
	46 Lot	561 042 €	11 465 €	572 507 €	44 641 €	651 520 €	47 552 €	7 464 €	1 323 684
	65 Hautes-Pyrénées	670 903 €	13 710 €	684 613 €	792 078 €	974 564 €	55 561 €	10 042 €	2 516 858
	81 Tarn	1 458 235 €	29 799 €	1 488 034 €	216 883 €	1 604 090 €	89 943 €	18 678 €	3 417 629
	82 Tarn-et-Garonne	23 370 €	478 €	23 848 €	417 701 €	383 410 €	47 719 €	5 062 €	877 740
<b>total</b>		<b>7 868 871 €</b>	<b>160 801 €</b>	<b>8 029 672 €</b>	<b>4 699 270 €</b>	<b>6 395 010 €</b>	<b>553 486 €</b>	<b>72 483 €</b>	<b>19 749 921</b>

**Tableau 5**  
**Répartition des crédits de médicalisation**

REGIONS	DEPARTEMENTS		EAP médicalisation synthèse SAISEHPAD du 19 janvier 2007	Actualisation des EAP sur 2,5 M€	TOTAL EAP 2007	Conventionnement initial Répartition de 114M€	Répartition de 97 M€ de crédits PATICOS = EAP crédits versés en 2006 et 9/12ème des renouvellements CT	Répartition de 10M€ au titre de l'actualisation du GMP	Répartition des 1 M€ CNR au prorata du nombre de places éligibles	TOTAL
Nord Pas de Calais	59	Nord	3 307 229 €	67 583 €	3 374 812 €	1 137 485 €	5 788 278 €	301 995 €	56 868 €	10 659 439 €
	62	Pas-de-Calais	1 049 690 €	21 450 €	1 071 140 €	1 678 706 €	1 670 175 €	160 223 €	15 622 €	4 995 865 €
	<b>total</b>		<b>4 356 919 €</b>	<b>89 034 €</b>	<b>4 445 953 €</b>	<b>2 816 191 €</b>	<b>7 458 453 €</b>	<b>462 218 €</b>	<b>72 490 €</b>	<b>15 255 304 €</b>
Normandie Basse	14	Calvados	1 811 397 €	37 016 €	1 848 413 €	2 350 030 €	1 147 123 €	99 302 €	8 387 €	5 453 254 €
	50	Manche	212 170 €	4 336 €	216 506 €	1 184 760 €	933 335 €	102 471 €	6 421 €	2 443 493 €
	61	Orne	418 206 €	8 546 €	426 752 €	503 691 €	1 367 226 €	81 806 €	9 443 €	2 388 918 €
	<b>total</b>		<b>2 441 773 €</b>	<b>49 898 €</b>	<b>2 491 671 €</b>	<b>4 038 480 €</b>	<b>3 447 684 €</b>	<b>283 580 €</b>	<b>24 251 €</b>	<b>10 285 665 €</b>
Normandie Haute	27	Eure	493 661 €	10 088 €	503 749 €	2 591 143 €	185 915 €	82 160 €	1 259 €	3 364 225 €
	76	Seine-Maritime	2 759 205 €	56 384 €	2 815 589 €	3 071 394 €	1 375 929 €	189 479 €	8 387 €	7 460 778 €
	<b>total</b>		<b>3 252 866 €</b>	<b>66 472 €</b>	<b>3 319 338 €</b>	<b>5 662 537 €</b>	<b>1 561 843 €</b>	<b>271 639 €</b>	<b>9 645 €</b>	<b>10 825 003 €</b>
Pays de la Loire	44	Loire-Atlantique	2 558 998 €	52 293 €	2 611 291 €	6 114 476 €	1 728 474 €	180 628 €	15 790 €	10 650 660 €
	49	Maine-et-Loire	1 424 712 €	29 114 €	1 453 826 €	2 700 177 €	378 683 €	151 291 €	3 668 €	4 687 646 €
	53	Mayenne	143 371 €	2 930 €	146 301 €	872 274 €	777 799 €	74 130 €	7 040 €	1 877 544 €
	72	Sarthe	2 784 757 €	56 907 €	2 841 664 €	1 936 016 €	1 064 066 €	96 184 €	8 238 €	5 946 167 €
	85	Vendée	581 383 €	11 881 €	593 264 €	23 506 €	1 952 947 €	125 351 €	17 184 €	2 712 251 €
	<b>total</b>		<b>7 493 221 €</b>	<b>153 124 €</b>	<b>7 646 345 €</b>	<b>11 646 448 €</b>	<b>5 901 969 €</b>	<b>627 584 €</b>	<b>51 921 €</b>	<b>25 874 268 €</b>
Picardie	2	Aisne	223 998 €	4 577 €	228 575 €	512 514 €	1 166 824 €	83 461 €	9 161 €	2 000 535 €
	60	Oise	1 653 677 €	33 793 €	1 687 470 €	956 683 €	1 884 351 €	80 546 €	14 202 €	4 623 252 €
	80	Somme	1 262 915 €	25 808 €	1 288 723 €	1 07 849 €	3 473 216 €	79 949 €	28 256 €	4 977 992 €
	<b>total</b>		<b>3 140 590 €</b>	<b>64 178 €</b>	<b>3 204 768 €</b>	<b>1 577 046 €</b>	<b>6 524 391 €</b>	<b>243 956 €</b>	<b>51 618 €</b>	<b>11 601 779 €</b>
Poitou-Charentes	16	Charente	2 000 015 €	40 870 €	2 040 885 €	368 056 €	1 216 079 €	65 269 €	15 487 €	3 705 777 €
	17	Charente-Maritime	2 960 975 €	60 508 €	3 021 483 €	522 785 €	568 202 €	129 076 €	7 451 €	4 248 996 €
	79	Deux-Sèvres	1 035 389 €	21 158 €	1 056 547 €	24 493 €	2 318 770 €	93 334 €	29 070 €	3 522 215 €
	86	Vienne	2 988 761 €	61 075 €	3 049 836 €	2 983 €	817 566 €	86 618 €	9 832 €	3 967 395 €
	<b>total</b>		<b>8 985 140 €</b>	<b>183 612 €</b>	<b>9 168 752 €</b>	<b>918 317 €</b>	<b>4 920 617 €</b>	<b>374 297 €</b>	<b>62 401 €</b>	<b>15 444 384 €</b>
Provence Alpes Côte d'azur	4	Alpes-de-Haute-Provence	235 225 €	4 807 €	240 032 €	736 376 €	70 063 €	35 313 €	962 €	1 082 746 €
	5	Hautes-Alpes	680 325 €	13 902 €	694 227 €	111 009 €	247 858 €	27 679 €	3 325 €	1 084 100 €
	6	Alpes-Maritimes	2 702 985 €	55 236 €	2 758 221 €	3 135 261 €	515 132 €	176 808 €	6 758 €	6 592 179 €
	13	Bouches-du-Rhône	4 609 670 €	94 199 €	4 703 869 €	4 346 752 €	1 312 272 €	224 304 €	15 952 €	10 603 149 €
	83	Var	1 442 945 €	29 487 €	1 472 432 €	1 502 381 €	1 322 866 €	155 465 €	15 642 €	4 468 786 €
	84	Vaucluse	1 163 655 €	23 779 €	1 187 434 €	1 107 725 €	425 666 €	72 727 €	6 017 €	2 799 569 €
	<b>total</b>		<b>10 834 805 €</b>	<b>221 410 €</b>	<b>11 056 215 €</b>	<b>10 939 804 €</b>	<b>3 893 857 €</b>	<b>692 296 €</b>	<b>48 657 €</b>	<b>26 630 528 €</b>
Rhône-Alpes	1	Ain	726 118 €	14 838 €	740 956 €	997 637 €	1 174 295 €	88 507 €	10 601 €	3 011 997 €
	7	Ardèche	726 329 €	14 843 €	741 172 €	424 944 €	1 516 971 €	86 383 €	12 311 €	2 781 780 €
	26	Drôme	639 744 €	13 073 €	652 817 €	900 059 €	809 066 €	87 096 €	6 812 €	2 455 849 €
	38	Isère	136 757 €	2 795 €	139 552 €	3 937 084 €	1 598 085 €	162 138 €	13 684 €	5 850 542 €
	42	Loire	3 775 809 €	77 159 €	3 852 968 €	781 280 €	3 912 373 €	157 719 €	30 436 €	8 734 776 €
	69	Rhône	2 263 856 €	46 262 €	2 310 118 €	3 620 516 €	3 036 964 €	223 174 €	24 103 €	9 214 875 €
	73	Savoie	563 213 €	11 509 €	574 722 €	502 769 €	790 929 €	74 105 €	6 112 €	1 948 637 €
	74	Haute-Savoie	2 103 695 €	42 989 €	2 146 684 €	582 833 €	1 378 128 €	84 865 €	10 971 €	4 203 480 €
	<b>total</b>		<b>10 935 521 €</b>	<b>223 468 €</b>	<b>11 158 989 €</b>	<b>11 747 121 €</b>	<b>14 216 811 €</b>	<b>963 987 €</b>	<b>115 028 €</b>	<b>38 201 936 €</b>
France Métropolitaine			121 814 253 €	2 489 280 €	124 303 533 €	112 938 892 €	96 562 156 €	9 883 026 €	995 578 €	344 683 185 €
Guadeloupe			- €	343 845 €	343 845 €	123 124 €	- €	26 814 €	- €	493 783 €
Martinique			- €	476 877 €	476 877 €	579 672 €	215 121 €	37 188 €	2 214 €	1 311 073 €
Guyane			179 460 €	3 667 €	183 127 €	89 677 €	82 186 €	673 €	8 064 €	467 135 €
Réunion			345 109 €	7 052 €	352 161 €	268 635 €	140 537 €	44 908 €	1 535 €	1 383 647 €
DOM			524 569 €	10 720 €	535 289 €	1 061 108 €	437 844 €	116 974 €	4 422 €	3 655 637 €
<b>France entière</b>			<b>122 338 822 €</b>	<b>2 500 000 €</b>	<b>124 838 822 €</b>	<b>114 000 000 €</b>	<b>97 000 000 €</b>	<b>10 000 000 €</b>	<b>1 000 000 €</b>	<b>348 338 822 €</b>

**Tableau 6**  
**Tableau des dotations régionales et départementales de reconduction et renforcement des moyens en personnel**  
**Personnes Agées**



Région/département	base générale au 01/01/2007	EAP mesures salariales 2006	GVT	valeur du point	indice supplémentaire au 1/11	effet Prix	Total Reconduction Générale	EAP mesures catégorielles publiques 06	EAP mesures catégorielles privées 06	mesures catégorielles publiques 07	mesures catégorielles privées 07	réserve nationale 2007	EAP mesures nouvelles 2006	actualisation EAP mesures nouvelles 06	compensation frais financier	enveloppe SSIAD renforcés
<b>Alsace</b>																
n° 67 Bas Rhin	73 450 162	168 935	271 766	499 461	146 166	89 976	1 176 304	154 205	11 056	342 642	10 049		402 533	10 063		56 972
n° 68 Haut Rhin	57 440 086	132 112	212 528	390 593	114 306	70 364	919 903	135 717	9 731	301 563	8 845		98 450	2 461		50 345
Total	130 890 248	301 048	484 294	890 054	260 472	160 341	2 096 207	289 922	20 787	644 205	18 894	0	500 983	12 525	952 968	107 317
<b>Aquitaine</b>																
n° 24 Dordogne	59 705 417	137 322	220 910	405 997	118 814	73 139	956 182	173 530	8 450	385 582	7 681		68 250	1 706		44 410
n° 33 Gironde	109 301 464	251 393	404 415	743 250	217 510	133 894	1 750 463	298 712	14 546	663 736	13 221		764 200	19 105		46 141
n° 40 Landes	37 035 984	85 183	137 033	251 845	73 702	45 369	593 131	111 617	5 435	248 012	4 940		54 517	1 363		29 673
n° 47 Lot-et-Garonne	37 096 703	85 322	137 258	252 258	73 822	45 443	594 104	101 374	4 936	225 252	4 487		265 017	6 625		33 926
n° 64 Pyrénées Atlantiques	60 458 989	139 056	223 698	411 121	120 313	74 062	968 251	171 553	8 354	381 189	7 593		101 067	2 527		53 065
Total	303 598 557	698 277	1 123 315	2 064 470	604 161	371 908	4 862 131	856 786	41 721	1 903 770	37 922	0	1 253 051	31 326	1 426 669	207 215
<b>Auvergne</b>																
n° 3 Allier	44 978 265	103 450	166 420	305 852	89 507	55 098	720 327	196 608	4 871	436 861	4 427		89 367	2 234		36 695
n° 15 Cantal	24 618 641	56 623	91 089	167 407	48 991	30 158	394 268	103 778	2 571	230 594	2 337	36 750	82 150	2 054		19 584
n° 43 Haute Loire	28 105 782	64 643	103 991	191 119	55 931	34 430	450 114	119 238	2 954	264 946	2 685		143 933	3 598		18 496
n° 63 Puy de Dôme	57 612 480	132 509	213 166	391 765	114 649	70 575	922 664	243 880	6 042	541 899	5 492		225 750	5 644		40 652
Total	155 315 169	357 225	574 666	1 056 143	309 077	190 261	2 487 372	663 504	16 438	1 474 300	14 941	36 750	541 200	13 530	787 204	115 427
<b>Bourgogne</b>																
n° 21 Côte d'Or	61 173 433	140 699	226 342	415 979	121 735	74 937	979 693	230 677	7 334	512 563	6 666		209 783	5 245		38 031
n° 58 Nièvre	25 995 176	59 789	96 182	176 767	51 730	31 844	416 313	99 927	3 177	222 038	2 888		75 150	1 879		28 535
n° 71 Saône et Loire	71 703 410	164 918	265 303	487 583	142 690	87 837	1 148 330	244 215	7 764	542 644	7 057		233 650	5 841		49 504
n° 89 Yonne	48 490 634	111 528	179 415	329 736	96 496	59 401	776 578	180 998	5 755	402 175	5 231		86 983	2 175		32 146
Total	207 362 653	476 934	767 242	1 410 066	412 652	254 019	3 320 913	755 818	24 030	1 679 420	21 842	0	605 566	15 139	1 165 149	148 216
<b>Bretagne</b>																
n° 22 Côtes d'Armor	73 879 406	169 923	273 354	502 380	147 020	90 502	1 183 179	214 997	9 723	477 722	8 838		169 167	4 229		70 127
n° 29 Finistère	101 050 121	232 415	373 885	687 141	201 090	123 786	1 618 318	299 846	13 561	666 254	12 326	225 000	252 600	6 315		75 765
n° 35 Ille et Vilaine	78 659 538	180 917	291 040	534 885	156 532	96 358	1 259 733	238 009	10 764	528 854	9 784		354 517	8 863		48 367
n° 56 Morbihan	60 592 993	139 364	224 194	412 032	120 580	74 226	970 397	187 593	8 484	416 830	7 711		366 267	9 157		47 674
Total	314 182 058	722 619	1 162 474	2 136 438	625 222	384 873	5 031 626	940 445	42 532	2 089 660	38 659	225 000	1 142 551	28 564	1 575 035	241 933
<b>Centre</b>																
n° 18 cher	34 364 809	79 039	127 150	233 681	68 386	42 097	550 352	131 487	3 865	292 164	3 513		291 900	7 298		30 959
n° 28 Eure et Loir	42 817 134	98 479	158 423	291 157	85 206	52 451	685 716	158 367	4 655	351 891	4 231		191 267	4 782		21 364
n° 36 Nièvre	28 382 519	65 280	105 015	193 001	56 481	34 769	454 546	109 743	3 226	243 847	2 932		107 750	2 694		26 755
n° 37 Indre et Loire	59 805 881	137 554	221 282	406 680	119 014	73 262	957 791	224 243	6 592	498 267	5 991		649 550	16 239		42 729
n° 41 Loir et Cher	39 065 686	89 851	144 543	265 647	77 741	47 855	625 637	130 995	3 851	291 070	15 054		359 267	8 982		31 651
n° 45 Loiret	49 720 232	114 357	183 965	338 098	98 943	60 907	796 270	175 512	5 159	389 987	4 689		486 967	12 174		36 943
Total	254 156 261	584 559	940 378	1 728 263	505 771	311 341	4 070 313	930 348	27 347	2 067 225	36 411	0	2 086 701	52 168	1 191 106	190 401
<b>Champagne Ardenne</b>																
n° 8 Ardennes	20 318 291	46 732	75 178	138 164	40 433	24 890	325 397	73 952	2 029	164 321	1 844		52 500	1 313		23 738
n° 10 Aube	26 934 043	61 948	99 656	183 151	53 599	32 994	431 349	98 833	2 711	219 605	2 465		236 250	5 906		21 661
n° 51 Marne	42 290 799	97 269	156 476	287 577	84 159	51 806	677 287	163 566	4 487	363 443	4 079		630 000	15 750		29 673
n° 52 Haute-Marne	18 582 572	42 740	68 756	126 361	36 979	22 764	297 600	74 733	2 050	166 056	1 864		78 750	1 969		17 655
Total	108 125 705	248 689	400 065	735 255	215 170	132 454	1 731 633	411 084	11 278	913 425	10 251	0	997 500	24 938	513 576	92 727
<b>Corse</b>																
n°2A Corse du sud	6 911 820	15 897	25 574	47 000	13 755	8 467	110 693	2 725	1 587	6 054	1 443		0	0		12 710
n°2B haute corse	12 322 036	28 341	45 592	83 790	24 521	15 094	197 337	4 487	2 614	9 971	2 376	1 125 000	47 200	1 180		10 138
Total	19 233 856	44 238	71 165	130 790	38 275	23 561	308 030	7 212	4 202	16 025	3 819	1 125 000	47 200	1 180	65 624	22 848

**Tableau 6**  
**Tableau des dotations régionales et départementales de reconduction et renforcement des moyens en personnel**  
**Personnes Agées**

Région/département	base générale au 01/01/2007	EAP mesures salariales 2006	GVT	valeur du point	indice supplémentaire au 1/11	effet Prix	Total Reconduction Générale	EAP mesures catégorielles publiques 06	EAP mesures catégorielles privées 06	mesures catégorielles publiques 07	mesures catégorielles privées 07	réserve nationale 2007	EAP mesures nouvelles 2006	actualisation EAP mesures nouvelles 06	compensation frais financier	enveloppe SSIAD renforcés
<b>Franche Comté</b>																
n° 25 Doubs	33 174 498	76 301	122 746	225 587	66 017	40 639	531 290	106 451	5 466	236 534	4 968		406 300	10 158		30 415
n° 39 Jura	25 932 124	59 644	95 949	176 338	51 605	31 767	415 303	76 574	3 932	170 147	3 574		386 000	9 650		20 227
n° 70 Haute-Saône	24 785 737	57 007	91 707	168 543	49 324	30 363	396 944	83 467	4 286	185 462	3 895		63 000	1 575		23 887
n° 90 Territoire de Belfort	11 903 882	27 379	44 044	80 946	23 689	14 582	190 641	37 855	1 944	84 112	1 767		186 683	4 667		9 594
<b>Total</b>	<b>95 796 242</b>	<b>220 331</b>	<b>354 446</b>	<b>651 414</b>	<b>190 635</b>	<b>117 350</b>	<b>1 534 177</b>	<b>304 346</b>	<b>15 627</b>	<b>676 255</b>	<b>14 204</b>	<b>0</b>	<b>1 041 983</b>	<b>26 050</b>	<b>450 805</b>	<b>84 123</b>
<b>Ile de France</b>																
n°75 Paris	131 125 913	301 590	485 166	891 656	260 941	160 629	2 099 981	274 520	26 032	609 981	23 661		1 024 850	25 621		138 226
n° 77 Seine et Marne	93 340 911	214 684	345 361	634 718	185 748	114 343	1 494 855	170 158	16 136	378 090	14 666		625 233	15 631		58 456
n° 78 Yvelines	87 448 729	201 132	323 560	594 651	174 023	107 125	1 400 491	179 064	16 980	397 879	15 434		530 900	13 273		64 984
n° 91 Essonne	64 692 609	148 793	239 363	439 910	128 738	79 248	1 036 052	125 246	11 877	278 296	10 795		626 117	15 653		50 296
n° 92 Hauts-de-Seine	88 020 301	202 447	325 675	598 538	175 160	107 825	1 409 645	173 076	16 412	384 574	14 918		735 267	18 382		84 024
n° 93 Seine-Saint-Denis	55 974 653	128 742	207 106	380 628	111 390	68 569	896 434	109 461	10 380	243 221	9 435		902 683	22 567		62 313
n° 94 Val de Marne	70 988 235	163 273	262 656	482 720	141 267	86 961	1 136 877	140 723	13 344	312 685	12 129		751 483	18 787		61 077
n° 95 Val d'Oise	68 973 793	158 640	255 203	469 022	137 258	84 493	1 104 615	136 008	12 897	302 209	11 723	427 500	307 900	7 698		39 663
<b>Total</b>	<b>660 565 145</b>	<b>1 519 300</b>	<b>2 444 091</b>	<b>4 491 843</b>	<b>1 314 525</b>	<b>809 192</b>	<b>10 578 951</b>	<b>1 308 257</b>	<b>124 057</b>	<b>2 906 935</b>	<b>112 761</b>	<b>427 500</b>	<b>5 504 433</b>	<b>137 611</b>	<b>2 227 652</b>	<b>559 039</b>
<b>Languedoc Roussillon</b>																
n° 11 Aude	33 551 384	77 168	124 140	228 149	66 767	41 100	537 325	94 772	4 438	210 582	4 034		250 967	6 274		39 218
n° 30 Gard	58 591 834	134 761	216 790	398 424	116 588	71 775	938 348	162 849	7 625	361 849	6 931		377 000	9 425		51 334
n° 34 Hérault	75 348 426	173 301	278 789	512 369	149 943	92 302	1 206 705	201 043	9 414	446 717	8 557	337 500	492 600	12 315		72 451
n° 48 Lozère	15 864 156	36 488	58 697	107 876	31 570	19 434	254 064	43 265	2 026	96 135	1 841		26 250	656		10 534
n° 66 Pyrénées Orientales	34 528 753	79 416	127 756	234 796	68 712	42 298	552 978	100 994	4 729	224 408	4 298		252 000	6 300		40 256
<b>Total</b>	<b>217 884 554</b>	<b>501 134</b>	<b>806 173</b>	<b>1 481 615</b>	<b>433 590</b>	<b>266 909</b>	<b>3 489 421</b>	<b>602 923</b>	<b>28 232</b>	<b>1 339 690</b>	<b>25 661</b>	<b>337 500</b>	<b>1 398 817</b>	<b>34 970</b>	<b>1 051 438</b>	<b>213 793</b>
<b>Limousin</b>																
n° 19 Corrèze	30 633 914	70 458	113 345	208 311	60 961	37 527	490 602	124 390	3 178	276 393	2 889		199 517	4 988		34 866
n° 23 Creuse	24 951 902	57 389	92 322	169 673	49 654	30 566	399 605	110 855	2 833	246 319	2 575		37 217	930		24 332
n° 87 Haute-Vienne	43 781 376	100 697	161 991	297 713	87 125	53 632	701 159	154 591	4 972	432 379	4 519		157 033	3 926		40 454
<b>Total</b>	<b>99 367 192</b>	<b>228 545</b>	<b>367 659</b>	<b>675 697</b>	<b>197 741</b>	<b>121 725</b>	<b>1 591 366</b>	<b>429 835</b>	<b>10 983</b>	<b>955 090</b>	<b>9 983</b>	<b>0</b>	<b>393 767</b>	<b>9 844</b>	<b>703 487</b>	<b>99 652</b>
<b>Lorraine</b>																
n° 54 Meurthe et Moselle	47 793 302	109 925	176 835	324 994	95 109	58 547	765 410	129 514	7 634	287 780	6 939		820 467	20 512		40 405
n° 55 Meuse	17 719 373	40 755	65 562	120 492	35 262	21 706	283 776	48 211	2 842	107 125	2 583		241 250	6 031		18 546
n° 57 Moselle	57 482 200	132 209	212 684	390 879	114 390	70 416	920 577	154 192	9 088	342 614	8 261		747 983	18 700		57 516
n° 88 Vosges	44 162 370	101 573	163 401	300 304	87 883	54 099	707 260	119 553	7 047	265 647	6 405		522 467	13 062		27 843
<b>Total</b>	<b>167 157 245</b>	<b>384 462</b>	<b>618 482</b>	<b>1 136 669</b>	<b>332 643</b>	<b>204 768</b>	<b>2 677 023</b>	<b>451 471</b>	<b>26 610</b>	<b>1 003 165</b>	<b>24 187</b>	<b>0</b>	<b>2 332 167</b>	<b>58 304</b>	<b>986 163</b>	<b>144 310</b>
<b>Midi Pyrénées</b>																
n° 9 Ariège	21 430 498	49 290	79 293	145 727	42 647	26 252	343 209	58 857	3 589	130 780	3 263		40 483	1 012		20 079
n° 12 Aveyron	34 922 382	80 321	129 213	237 472	69 496	42 780	559 282	96 938	5 912	215 396	5 374		0	0		39 861
n° 31 Haute-Garonne	78 131 943	179 703	289 088	531 297	155 483	95 712	1 251 283	214 327	13 071	476 233	11 881	300 000	672 000	16 800		65 330
n° 32 Gers	22 275 406	51 233	82 419	151 473	44 328	27 287	356 741	61 414	3 745	136 462	3 404	78 750	65 017	1 625		26 706
n° 46 Lot	23 826 716	54 801	88 159	162 022	47 415	29 188	381 585	68 719	4 191	152 693	3 809		79 800	1 995		24 381
n° 65 Hautes-Pyrénées	27 840 560	64 033	103 010	189 316	55 403	34 105	445 867	81 777	4 987	181 708	4 533		80 133	2 003		29 079
n° 81 Tarn	45 067 561	103 655	166 750	306 459	89 684	55 208	721 757	131 335	8 010	291 825	7 280	105 000	314 217	7 855		33 333
n° 82 Tarn-et-Garonne	23 914 164	55 003	88 482	162 616	47 589	29 295	382 985	69 855	4 260	155 218	3 872		186 300	4 658		19 436
<b>Total</b>	<b>277 409 230</b>	<b>638 041</b>	<b>1 026 414</b>	<b>1 886 383</b>	<b>552 044</b>	<b>339 826</b>	<b>4 442 709</b>	<b>783 223</b>	<b>47 765</b>	<b>1 740 315</b>	<b>43 416</b>	<b>483 750</b>	<b>1 437 950</b>	<b>35 949</b>	<b>1 494 589</b>	<b>258 205</b>
<b>Nord Pas de Calais</b>																
n° 59 Nord	150 942 822	347 168	558 488	1 026 411	300 376	184 905	2 417 349	489 174	22 066	1 086 940	20 057		2 618 817	65 470		144 210
n° 62 Pas de Calais	80 652 450	185 501	298 414	548 437	160 498	98 799	1 291 649	260 874	11 768	579 660	10 696		1 330 017	33 250		96 783
<b>Total</b>	<b>231 595 272</b>	<b>532 669</b>	<b>856 903</b>	<b>1 574 848</b>	<b>460 875</b>	<b>283 704</b>	<b>3 708 998</b>	<b>750 048</b>	<b>33 834</b>	<b>1 666 600</b>	<b>30 753</b>	<b>0</b>	<b>3 948 834</b>	<b>98 721</b>	<b>1 364 803</b>	<b>240 993</b>
<b>Basse Normandie</b>																
n° 14 Calvados	49 756 740	114 441	184 100	338 346	99 016	60 952	796 854	165 159	5 292	366 981	23 712		430 500	10 763		43 372
n° 50 Manche	56 536 771	130 035	209 186	384 450	112 508	69 258	905 436	163 246	5 230	362 732	4 754	345 000	494 717	12 368		44 410
n° 61 Orne	41 190 945	94 739	152 406	280 098	81 970	50 459	659 673	131 720	4 220	292 681	38 115		358 467	8 962		27 645
<b>Total</b>	<b>147 484 456</b>	<b>339 214</b>	<b>545 692</b>	<b>1 002 894</b>	<b>293 494</b>	<b>180 668</b>	<b>2 361 964</b>	<b>460 126</b>	<b>14 742</b>	<b>1 022 395</b>	<b>66 581</b>	<b>345 000</b>	<b>1 283 684</b>	<b>32 092</b>	<b>698 755</b>	<b>115 427</b>

**Tableau 6**  
**Tableau des dotations régionales et départementales de reconduction et renforcement des moyens en personnel**  
**Personnes Agées**

Région/département	base générale au 01/01/2007	EAP mesures salariales 2006	GVT	valeur du point	indice supplémentaire au 1/11	effet Prix	Total Reconduction Générale	EAP mesures catégorielles publiques 06	EAP mesures catégorielles privées 06	mesures catégorielles publiques 07	mesures catégorielles privées 07	réserve nationale 2007	EAP mesures nouvelles 2006	actualisation EAP mesures nouvelles 06	compensation frais financier	enveloppe SSIAD renforcés
<b>Haute Normandie</b>																
n° 27 Eure	41 167 348	94 685	152 319	279 938	81 923	50 430	659 295	147 338	3 522	327 384	21 431		332 250	8 306		28 585
n° 76 Seine-Maritime	97 550 100	224 365	360 935	663 341	194 125	119 499	1 562 265	321 442	7 683	714 241	6 983		768 417	19 210		70 028
<b>Total</b>	<b>138 717 447</b>	<b>319 050</b>	<b>513 255</b>	<b>943 279</b>	<b>276 048</b>	<b>169 929</b>	<b>2 221 560</b>	<b>468 780</b>	<b>11 204</b>	<b>1 041 625</b>	<b>28 414</b>	<b>0</b>	<b>1 100 667</b>	<b>27 517</b>	<b>618 170</b>	<b>98 613</b>
<b>Pays de la Loire</b>																
n° 44 Loire Atlantique	90 506 297	208 164	334 873	615 443	180 108	110 870	1 449 458	243 990	14 509	542 143	13 188	75 000	586 308	14 658		76 952
n° 49 Maine et Loire	75 899 817	174 570	280 829	516 119	151 041	92 977	1 215 536	208 158	12 378	462 526	11 251		410 533	10 263		49 504
n° 53 Mayenne	37 143 903	85 431	137 432	252 579	73 916	45 501	594 860	103 740	6 169	230 509	5 607		176 000	4 400		24 381
n° 72 Sarthe	49 835 328	114 621	184 391	338 880	99 172	61 048	798 113	135 851	8 079	301 859	25 963		444 683	11 117		42 284
n° 85 Vendée	62 798 962	144 438	232 356	427 033	124 970	76 929	1 005 725	180 913	10 758	401 987	9 779		204 775	5 119		51 482
<b>Total</b>	<b>316 184 308</b>	<b>727 224</b>	<b>1 169 882</b>	<b>2 150 053</b>	<b>629 207</b>	<b>387 326</b>	<b>5 063 692</b>	<b>872 652</b>	<b>51 893</b>	<b>1 939 025</b>	<b>65 788</b>	<b>75 000</b>	<b>1 822 299</b>	<b>45 557</b>	<b>1 869 123</b>	<b>244 603</b>
<b>Picardie</b>																
n°2 Aisne	41 819 588	96 185	154 732	284 373	83 221	51 229	669 741	139 116	5 157	309 114	4 688		682 867	17 072		46 933
n° 60 Oise	42 097 417	96 824	155 760	286 262	83 774	51 569	674 190	138 360	5 129	307 436	4 662		745 167	18 629		34 421
n° 80 Somme	40 059 506	92 137	148 220	272 405	79 718	49 073	641 553	148 032	5 488	328 926	4 988		458 017	11 450		49 109
<b>Total</b>	<b>123 976 511</b>	<b>285 146</b>	<b>458 713</b>	<b>843 040</b>	<b>246 713</b>	<b>151 871</b>	<b>1 985 484</b>	<b>425 508</b>	<b>15 774</b>	<b>945 475</b>	<b>14 338</b>	<b>0</b>	<b>1 886 051</b>	<b>47 151</b>	<b>808 012</b>	<b>130 463</b>
<b>Poitou-Charentes</b>																
n° 16 Charente	32 704 068	75 219	121 005	222 388	65 081	40 062	523 756	90 030	4 519	200 046	4 107		316 950	7 924		23 095
n° 17 Charente Maritime	64 675 559	148 754	239 300	439 794	128 704	79 228	1 035 779	166 679	8 366	370 360	7 604		1 035 417	25 885		12 215
n° 79 Deux Sèvres	46 435 282	106 801	171 811	315 760	92 406	56 883	743 661	131 512	6 601	292 219	6 000		592 117	14 803		28 189
n° 86 Vienne	43 401 094	99 823	160 584	295 127	86 368	53 166	695 069	97 867	4 912	217 460	4 465	510 000	427 200	10 680		33 234
<b>Total</b>	<b>187 216 003</b>	<b>430 597</b>	<b>692 699</b>	<b>1 273 069</b>	<b>372 560</b>	<b>229 340</b>	<b>2 998 264</b>	<b>486 089</b>	<b>24 399</b>	<b>1 080 085</b>	<b>22 177</b>	<b>510 000</b>	<b>2 371 684</b>	<b>59 292</b>	<b>986 302</b>	<b>96 733</b>
<b>Provence Alpes Côte d'Azur</b>																
n° 4 Alpes de Haute Provence	18 579 349	42 733	68 744	126 340	36 973	22 760	297 548	36 354	3 183	80 777	2 893		70 500	1 763		20 425
n° 5 Hautes Alpes	13 932 473	32 045	51 550	94 741	27 726	17 067	223 129	28 197	2 469	62 654	2 244		51 250	1 281		18 595
n° 6 Alpes Maritimes	89 003 108	204 707	329 311	605 221	177 116	109 029	1 425 385	184 700	16 170	410 402	14 697	217 500	187 850	4 696		107 910
n° 13 Bouches du Rhône	112 561 974	258 893	416 479	765 421	223 998	137 888	1 802 680	231 501	20 267	514 394	18 422		780 900	19 523		126 703
n° 83 Var	77 897 911	179 165	288 222	529 706	155 017	95 425	1 247 535	148 613	13 011	330 216	11 826	847 500	505 500	12 638		50 938
n° 84 Vaucluse	36 441 043	83 814	134 832	247 799	72 518	44 640	583 603	74 526	6 525	165 597	5 930	367 500	185 250	4 631		44 064
<b>Total</b>	<b>348 415 857</b>	<b>801 356</b>	<b>1 289 139</b>	<b>2 369 228</b>	<b>693 348</b>	<b>426 809</b>	<b>5 579 880</b>	<b>703 891</b>	<b>61 623</b>	<b>1 564 040</b>	<b>56 012</b>	<b>1 432 500</b>	<b>1 781 250</b>	<b>44 531</b>	<b>1 275 030</b>	<b>368 635</b>
<b>Rhône Alpes</b>																
n° 1 Ain	44 255 244	101 787	163 744	300 936	88 068	54 213	708 748	135 891	6 659	301 948	6 053		169 950	4 249		33 778
n° 7 Ardèche	49 916 906	114 809	184 693	339 435	99 335	61 148	799 419	124 753	6 113	277 199	5 557		105 583	2 640		22 996
n° 26 Drôme	43 640 539	100 373	161 470	296 756	86 845	53 460	698 903	136 063	6 668	302 331	6 061	247 500	109 350	2 734		36 003
n° 38 Isère	82 284 668	189 255	304 453	559 536	163 746	100 799	1 317 789	233 309	11 433	518 410	10 392		176 017	4 400		73 440
n° 42 Loire	87 822 178	201 991	324 942	597 191	174 766	107 582	1 406 472	238 274	11 676	529 442	10 613		328 717	8 218		52 026
n° 69 Rhône	112 301 443	258 293	415 515	763 650	223 480	137 569	1 798 508	340 985	16 710	757 665	15 188		587 700	14 693		90 305
n° 73 Savoie	37 117 093	85 369	137 333	252 396	73 863	45 468	594 430	97 157	4 761	215 882	4 328	585 000	171 433	4 286		26 458
n° 74 Haute-Savoie	42 668 730	98 138	157 874	290 147	84 911	52 269	683 340	133 084	6 522	295 712	5 928	982 500	198 600	4 965		34 569
<b>Total</b>	<b>500 006 800</b>	<b>1 150 016</b>	<b>1 850 025</b>	<b>3 400 046</b>	<b>995 014</b>	<b>612 508</b>	<b>8 007 609</b>	<b>1 439 515</b>	<b>70 542</b>	<b>3 198 590</b>	<b>64 119</b>	<b>1 815 000</b>	<b>1 847 350</b>	<b>46 184</b>	<b>2 661 199</b>	<b>369 575</b>
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>5 004 640 768</b>	<b>11 510 674</b>	<b>18 517 171</b>	<b>34 031 557</b>	<b>9 959 235</b>	<b>6 130 685</b>	<b>80 149 322</b>	<b>14 341 783</b>	<b>725 842</b>	<b>31 867 315</b>	<b>761 133</b>	<b>6 813 000</b>	<b>35 325 688</b>	<b>883 142</b>	<b>24 872 859</b>	<b>4 150 248</b>
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guadeloupe	13 435 574	30 902	49 712	91 362	26 737	16 459	215 171	12 982	3 022	28 845	2 747		367 380	9 185	27 906	21 810
Martinique	18 633 752	42 858	68 945	126 710	37 081	22 826	298 420	41 830	2 285	92 945	2 077		146 880	3 672	43 633	12 116
Guyane	4 040 633	9 293	14 950	27 476	8 041	4 950	64 711	2 885	590	6 410	536		10 540	264	12 665	4 500
Réunion	22 501 879	51 754	83 257	153 013	44 779	27 565	360 368	23 078	5 381	51 280	4 891		212 760	5 319	42 937	11 325
<b>Total DOM</b>	<b>58 611 837</b>	<b>134 807</b>	<b>216 864</b>	<b>398 560</b>	<b>116 638</b>	<b>71 800</b>	<b>938 669</b>	<b>80 774</b>	<b>11 278</b>	<b>179 480</b>	<b>10 251</b>	<b>0</b>	<b>737 560</b>	<b>18 439</b>	<b>127 141</b>	<b>49 751</b>
<b>Total France Entière</b>	<b>5 063 252 605</b>	<b>11 645 481</b>	<b>18 734 035</b>	<b>34 430 118</b>	<b>10 075 873</b>	<b>6 202 484</b>	<b>81 087 990</b>	<b>14 422 558</b>	<b>737 120</b>	<b>32 046 795</b>	<b>771 384</b>	<b>6 813 000</b>	<b>36 063 248</b>	<b>901 581</b>	<b>25 000 000</b>	<b>4 199 999</b>

**Tableau 6**  
**Tableau des dotations régionales et départementales de reconduction et renforcement des moyens en personnel**  
**Personnes Agées**



Région/département	base générale au 01/01/2007	EAPdes mesures salariales N-1	GVT	valeur du point	indice supplémentaire au 1/11	effet prix	reconduction générale	EAP mesures catégorielles FPH 2006	EAP mesures catégorielles privées 2006	mesures catégorielles FPH 2007	mesures catégorielles privées 2007	rebasage ITEP	Réserve Nationale 2007
<b>Alsace</b>													
n° 67 Bas Rhin	85 474 820	160 265	448 743	470 112	123 938	374 380	1 577 438	12 405	39 070	48 515	33 818	275 000	
n° 68 Haut Rhin	95 139 871	178 387	499 484	523 269	137 953	416 713	1 755 806	28 633	41 692	111 979	36 087		
Total	180 614 691	338 653	948 227	993 381	261 891	791 092	3 333 244	41 039	80 762	160 493	69 904	275 000	0
<b>Aquitaine</b>													
n° 24 Dordogne	58 855 471	110 354	308 991	323 705	85 340	257 787	1 086 178	37 183	19 243	145 416	16 656	13 355	
n° 33 Gironde	161 761 049	303 302	849 246	889 686	234 554	708 513	2 985 300	31 117	73 037	121 692	63 218	318 467	
n° 40 Landes	26 314 317	49 339	138 150	144 729	38 156	115 257	485 631	36 074	5 941	141 076	5 143	16 180	
n° 47 Lot-et-Garonne	33 859 937	63 487	177 765	186 230	49 097	148 307	624 885	909	15 180	3 554	13 139	30 563	
n° 64 Pyrénées Atlantiques	84 212 406	157 898	442 115	463 168	122 108	368 850	1 554 140	0	37 788	0	32 708	100 163	
Total	365 003 179	684 381	1 916 267	2 007 517	529 255	1 598 714	6 736 134	105 283	151 189	411 737	130 863	478 728	0
<b>Auvergne</b>													
n° 3 Allier	48 276 860	90 519	253 454	265 523	70 001	211 453	890 949	20 027	20 064	78 319	17 367	24 654	
n° 15 Cantal	20 011 676	37 522	105 061	110 064	29 017	87 651	369 315	11 498	7 695	44 966	6 660	31 998	
n° 43 Haute Loire	27 317 020	51 219	143 414	150 244	39 610	119 649	504 136	0	13 603	0	11 774	49 308	171 689
n° 63 Puy de Dôme	55 367 840	103 815	290 681	304 523	80 283	242 511	1 021 813	30 994	21 418	121 211	18 538	129 040	
Total	150 973 396	283 075	792 610	830 354	218 911	661 263	2 786 214	62 519	62 780	244 496	54 340	235 000	171 689
<b>Bourgogne</b>													
n° 21 Côte d'Or	58 067 069	108 876	304 852	319 369	84 197	254 334	1 071 628	4 136	26 507	16 175	22 943	81 274	
n° 58 Nièvre	28 588 289	53 603	150 089	157 236	41 453	125 217	527 597	7 334	10 193	28 682	8 823	24 701	
n° 71 Saône et Loire	37 984 944	71 222	199 421	208 917	55 078	166 374	701 012	12 442	16 445	48 657	14 234	64 541	
n° 89 Yonne	37 276 513	69 893	195 702	205 021	54 051	163 271	687 938	3 553	15 854	13 893	13 723	39 044	857 142
Total	161 916 815	303 594	850 063	890 542	234 779	709 196	2 988 175	27 465	69 000	107 407	59 724	209 560	857 142
<b>Bretagne</b>													
n° 22 Côtes d'Armor	78 208 085	146 640	410 592	430 144	113 402	342 551	1 443 330	38 484	31 028	150 502	26 856	32 166	
n° 29 Finistère	81 161 723	152 178	426 099	446 389	117 684	355 488	1 497 840	4 580	39 507	17 911	34 196	133 669	168 950
n° 35 Ille et Vilaine	95 348 044	178 778	500 577	524 414	138 255	417 624	1 759 648	31 575	37 138	123 483	32 145	147 965	
n° 56 Morbihan	70 570 294	132 319	370 494	388 137	102 327	309 098	1 302 375	46 664	25 817	182 492	22 346	20 015	
Total	325 288 146	609 915	1 707 763	1 789 085	471 668	1 424 762	6 003 193	121 303	133 490	474 388	115 544	333 815	168 950
<b>Centre</b>													
n° 18 cher	44 149 386	82 780	231 784	242 822	64 017	193 374	814 777	7 419	14 730	29 013	25 446	62 013	
n° 28 Eure et Loir	38 106 241	71 449	200 058	209 584	55 254	166 905	703 251	22 287	14 551	87 160	12 594	0	
n° 36 Indre	34 708 007	65 078	182 217	190 894	50 327	152 021	640 536	4 056	16 478	15 864	14 263	21 141	
n° 37 Indre et Loire	74 472 875	139 637	390 983	409 601	107 986	326 191	1 374 397	12 477	34 608	48 794	29 955	139 528	
n° 41 Loir et Cher	42 887 902	80 415	225 161	235 883	62 187	187 849	791 496	41 304	12 757	161 532	11 042	62 013	173 075
n° 45 Loiret	61 244 013	114 833	321 531	336 842	88 804	268 249	1 130 258	1 398	30 220	5 466	26 157	32 416	
Total	295 568 425	554 191	1 551 734	1 625 626	428 574	1 294 590	5 454 715	88 941	123 344	347 829	119 458	317 111	173 075
<b>Champagne Ardenne</b>													
n° 8 Ardennes	51 787 478	97 102	271 884	284 831	75 092	226 829	955 738	42 342	14 893	165 590	12 891	80 287	
n° 10 Aube	34 051 710	63 847	178 771	187 284	49 375	149 146	628 424	17 849	13 413	69 804	11 610	60 977	
n° 51 Marne	59 350 380	111 282	311 589	326 427	86 058	259 955	1 095 311	11 369	24 282	44 460	55 019	20 326	
n° 52 Haute-Marne	26 147 184	49 026	137 273	143 810	37 913	114 525	482 546	18 290	9 389	71 526	8 127	73 173	
Total	171 336 751	321 256	899 518	942 352	248 438	750 455	3 162 020	89 849	61 977	351 380	87 647	234 763	0
<b>Corse</b>													
n°2A Corse du sud	14 527 373	27 239	76 269	79 901	21 065	63 630	268 103	0	7 234	0	6 262	5 004	
n°2B haute corse	10 929 668	20 493	57 381	60 113	15 848	47 872	201 707	10 537	3 351	41 208	2 900	0	
Total	25 457 041	47 732	133 649	140 014	36 913	111 502	469 810	10 537	10 585	41 208	9 162	5 004	0

**Tableau 6**  
**Tableau des dotations régionales et départementales de reconduction et renforcement des moyens en personnel**  
**Personnes Agées**

Région/département	base générale au 01/01/2007	EAPdes mesures salariales N-1	GVT	valeur du point	indice supplémentaire au 1/11	effet prix	reconduction générale	EAP mesures catégorielles FPH 2006	EAP mesures catégorielles privées 2006	mesures catégorielles FPH 2007	mesures catégorielles privées 2007	rebasage ITEP	Réserve Nationale 2007
<b>Franche Comté</b>													
n° 25 Doubs	72 497 415	135 933	380 611	398 736	105 121	317 539	1 337 940	20 183	32 094	78 929	27 780	92 908	
n° 39 Jura	31 469 943	59 006	165 217	173 085	45 631	137 838	580 778	18 548	9 226	72 536	7 985	60 117	
n° 70 Haute-Saône	34 985 318	65 597	183 673	192 419	50 729	153 236	645 654	1 125	15 032	4 399	13 011	35 524	
n° 90 Territoire de Belfort	21 323 885	39 982	111 950	117 281	30 920	93 399	393 532	9 001	8 832	35 200	7 644	10 247	
<b>Total</b>	<b>160 276 562</b>	<b>300 519</b>	<b>841 452</b>	<b>881 521</b>	<b>232 401</b>	<b>702 011</b>	<b>2 957 904</b>	<b>48 856</b>	<b>65 183</b>	<b>191 064</b>	<b>56 420</b>	<b>198 796</b>	<b>0</b>
<b>Ile de France</b>													
n°75 Paris	142 960 204	268 050	750 541	786 281	207 292	626 166	2 638 331	43 026	59 800	168 263	51 760	65 047	
n° 77 Seine et Marne	151 842 315	284 704	797 172	835 133	220 171	665 069	2 802 250	45 699	63 515	178 717	54 976	78 629	
n° 78 Yvelines	138 287 744	259 290	726 011	760 583	200 517	605 700	2 552 100	41 448	57 607	162 094	49 863	98 643	
n° 91 Essonne	170 336 429	319 381	894 266	936 850	246 988	746 074	3 143 559	51 265	71 251	200 484	61 672	230 168	753 000
n° 92 Hauts-de-Seine	108 116 002	202 718	567 609	594 638	156 768	473 548	1 995 281	32 539	45 225	127 252	39 145	67 192	
n° 93 Seine-Saint-Denis	118 169 600	221 568	620 390	649 933	171 346	517 583	2 180 820	7 439	55 338	29 092	47 898	42 888	700 000
n° 94 Val de Marne	140 452 001	263 348	737 373	772 486	203 655	615 180	2 592 042	42 271	58 751	165 311	50 852	107 936	
n° 95 Val d'Oise	124 748 836	233 904	654 931	686 119	180 886	546 400	2 302 240	13 109	59 519	51 268	51 517	199 431	816 000
<b>Total</b>	<b>1 094 913 131</b>	<b>2 052 962</b>	<b>5 748 294</b>	<b>6 022 022</b>	<b>1 587 624</b>	<b>4 795 720</b>	<b>20 206 622</b>	<b>276 795</b>	<b>471 005</b>	<b>1 082 480</b>	<b>407 683</b>	<b>889 934</b>	<b>2 269 000</b>
<b>Languedoc Roussillon</b>													
n° 11 Aude	34 466 025	64 624	180 947	189 563	49 976	150 961	636 070	2 464	16 674	9 634	14 432	68 766	
n° 30 Gard	68 064 412	127 621	357 338	374 354	98 693	298 122	1 256 129	7 955	31 861	31 110	27 577	126 072	
n° 34 Hérault	109 175 607	204 704	573 172	600 466	158 305	478 189	2 014 836	5 007	44 905	19 580	38 868	134 668	
n° 48 Lozère	52 630 385	98 682	276 310	289 467	76 314	230 521	971 294	660	26 077	2 581	22 572	36 771	
n° 66 Pyrénées Orientales	55 005 691	103 136	288 780	302 531	79 758	240 925	1 015 130	13 392	22 136	52 375	19 160	34 383	
<b>Total</b>	<b>319 342 120</b>	<b>598 766</b>	<b>1 676 546</b>	<b>1 756 382</b>	<b>463 046</b>	<b>1 398 718</b>	<b>5 893 459</b>	<b>29 477</b>	<b>141 653</b>	<b>115 279</b>	<b>122 609</b>	<b>400 660</b>	<b>0</b>
<b>Limousin</b>													
n° 19 Corrèze	44 384 768	83 221	233 020	244 116	64 358	194 405	819 121	20 560	18 020	80 407	15 597	41 683	5 628 118
n° 23 Creuse	24 886 984	46 663	130 657	136 878	36 086	109 005	459 289	137	12 350	537	10 689	21 172	168 950
n° 87 Haute-Vienne	45 429 000	85 179	238 502	249 860	65 872	198 979	838 392	31 204	16 350	122 030	14 152	39 698	
<b>Total</b>	<b>114 700 752</b>	<b>215 064</b>	<b>602 179</b>	<b>630 854</b>	<b>166 316</b>	<b>502 389</b>	<b>2 116 802</b>	<b>51 901</b>	<b>46 720</b>	<b>202 974</b>	<b>40 439</b>	<b>102 553</b>	<b>5 797 068</b>
<b>Lorraine</b>													
n° 54 Meurthe et Moselle	115 341 525	216 265	605 543	634 378	167 245	505 196	2 128 628	9 488	53 060	37 107	45 927	130 810	
n° 55 Meuse	25 283 495	47 407	132 738	139 059	36 661	110 742	466 607	31 972	6 242	125 035	5 403	77 914	
n° 57 Moselle	100 052 995	187 599	525 278	550 291	145 077	438 232	1 846 478	61 404	37 632	240 135	32 573	130 095	329 670
n° 88 Vosges	43 054 934	80 728	226 038	236 802	62 430	188 581	794 579	31 635	11 289	123 718	9 771	29 307	
<b>Total</b>	<b>283 732 949</b>	<b>531 999</b>	<b>1 489 598</b>	<b>1 560 531</b>	<b>411 413</b>	<b>1 242 750</b>	<b>5 236 292</b>	<b>134 499</b>	<b>108 223</b>	<b>525 995</b>	<b>93 673</b>	<b>368 126</b>	<b>329 670</b>
<b>Midi Pyrénées</b>													
n° 9 Ariège	20 019 251	37 536	105 101	110 106	29 028	87 684	369 455	8 042	7 085	31 449	6 133	6 179	
n° 12 Aveyron	48 357 919	90 671	253 879	265 969	70 119	211 808	892 445	9 291	22 113	36 335	19 140	30 521	
n° 31 Haute-Garonne	185 056 599	346 981	971 547	1 017 811	268 332	810 548	3 415 220	23 206	85 527	90 754	74 029	155 973	620 000
n° 32 Gers	38 787 264	72 726	203 633	213 330	56 242	169 888	715 819	10 098	17 310	39 489	14 983	41 006	370 875
n° 46 Lot	19 040 794	35 701	99 964	104 724	27 609	83 399	351 398	0	9 390	0	8 127	6 366	
n° 65 Hautes-Pyrénées	53 617 466	100 533	281 492	294 896	77 745	234 845	989 510	19 579	22 812	76 570	19 746	40 819	
n° 81 Tarn	49 227 080	92 301	258 442	270 749	71 379	215 615	908 486	6 185	23 286	24 190	20 155	34 265	
n° 82 Tarn-et-Garonne	22 458 061	42 109	117 905	123 519	32 564	98 366	414 464	0	11 183	0	9 680	9 924	
<b>Total</b>	<b>436 564 435</b>	<b>818 558</b>	<b>2 291 963</b>	<b>2 401 104</b>	<b>633 018</b>	<b>1 912 152</b>	<b>8 056 797</b>	<b>76 401</b>	<b>198 707</b>	<b>298 787</b>	<b>171 993</b>	<b>325 053</b>	<b>990 875</b>
<b>Nord Pas de Calais</b>													
n° 59 Nord	316 083 657	592 657	1 659 439	1 738 460	458 321	1 384 446	5 833 324	60 486	137 332	236 548	118 869	257 330	1 470 000
n° 62 Pas de Calais	166 934 628	313 002	876 407	918 140	242 055	731 174	3 080 779	92 778	61 532	362 834	53 260	32 166	553 000
<b>Total</b>	<b>483 018 285</b>	<b>905 659</b>	<b>2 535 846</b>	<b>2 656 601</b>	<b>700 377</b>	<b>2 115 620</b>	<b>8 914 102</b>	<b>153 265</b>	<b>198 864</b>	<b>599 382</b>	<b>172 129</b>	<b>289 496</b>	<b>2 023 000</b>
<b>Basse Normandie</b>													
n° 14 Calvados	99 945 219	187 397	524 712	549 699	144 921	437 760	1 844 489	32 662	43 285	127 732	60 484	144 861	
n° 50 Manche	58 442 350	109 579	306 822	321 433	84 741	255 977	1 078 554	26 926	23 567	105 300	20 399	29 621	1 081 552
n° 61 Orne	57 672 795	108 136	302 782	317 200	83 626	252 607	1 064 351	5 077	24 383	19 855	246 169	75 068	
<b>Total</b>	<b>216 060 364</b>	<b>405 113</b>	<b>1 134 317</b>	<b>1 188 332</b>	<b>313 288</b>	<b>946 344</b>	<b>3 987 394</b>	<b>64 664</b>	<b>91 235</b>	<b>252 887</b>	<b>327 051</b>	<b>249 550</b>	<b>1 081 552</b>

**Tableau 6**  
**Tableau des dotations régionales et départementales de reconduction et renforcement des moyens en personnel**  
**Personnes Agées**

Région/département	base générale au 01/01/2007	EAPdes mesures salariales N-1	GVT	valeur du point	indice supplémentaire au 1/11	effet prix	reconduction générale	EAP mesures catégorielles FPH 2006	EAP mesures catégorielles privées 2006	mesures catégorielles FPH 2007	mesures catégorielles privées 2007	rebasage ITEP	Réserve Nationale 2007
<b>Haute Normandie</b>													
n° 27 Eure	61 802 237	115 879	324 462	339 912	89 613	270 694	1 140 560	5 890	29 532	23 035	25 562	104 094	
n° 76 Seine-Maritime	129 847 675	243 464	681 700	714 162	188 279	568 733	2 396 339	87 472	43 077	342 084	37 286	225 442	
<b>Total</b>	<b>191 649 912</b>	<b>359 344</b>	<b>1 006 162</b>	<b>1 054 075</b>	<b>277 892</b>	<b>839 427</b>	<b>3 536 899</b>	<b>93 362</b>	<b>72 609</b>	<b>365 118</b>	<b>62 848</b>	<b>329 536</b>	<b>0</b>
<b>Pays de la Loire</b>													
n° 44 Loire Atlantique	149 876 270	281 018	786 850	824 319	217 321	656 458	2 765 967	130 107	46 716	508 819	95 724	159 402	
n° 49 Maine et Loire	94 648 612	177 466	496 905	520 567	137 240	414 561	1 746 740	15 691	44 017	61 363	38 099	296 645	
n° 53 Mayenne	28 473 609	53 388	149 486	156 605	41 287	124 714	525 480	12 968	11 604	50 717	10 044	5 718	
n° 72 Sarthe	60 980 572	114 339	320 148	335 393	88 422	267 095	1 125 396	6 194	25 860	24 224	22 383	29 307	400 000
n° 85 Vendée	40 057 460	75 108	210 302	220 316	58 083	175 452	739 260	10 057	17 931	39 329	15 520	35 740	
<b>Total</b>	<b>374 036 523</b>	<b>701 318</b>	<b>1 963 692</b>	<b>2 057 201</b>	<b>542 353</b>	<b>1 638 280</b>	<b>6 902 844</b>	<b>175 017</b>	<b>146 127</b>	<b>684 451</b>	<b>181 771</b>	<b>526 812</b>	<b>400 000</b>
<b>Picardie</b>													
n°2 Aisne	62 150 598	116 532	326 291	341 828	90 118	272 220	1 146 989	61 898	16 443	242 068	14 233	43 603	
n° 60 Oise	100 066 231	187 624	525 348	550 364	145 096	438 290	1 846 722	5 376	46 481	21 022	40 232	238 745	
n° 80 Somme	64 058 762	120 110	336 309	352 323	92 885	280 577	1 182 204	14 893	28 942	58 244	25 051	63 618	
<b>Total</b>	<b>226 275 591</b>	<b>424 267</b>	<b>1 187 947</b>	<b>1 244 516</b>	<b>328 100</b>	<b>991 087</b>	<b>4 175 916</b>	<b>82 167</b>	<b>91 867</b>	<b>321 334</b>	<b>79 516</b>	<b>345 966</b>	<b>0</b>
<b>Poitou-Charentes</b>													
n° 16 Charente	28 180 271	52 838	147 946	154 991	40 861	123 430	520 067	8 319	12 381	32 532	10 717	48 438	
n° 17 Charente Maritime	58 742 359	110 142	308 397	323 083	85 176	257 292	1 084 090	6 571	26 014	25 697	22 517	126 895	
n° 79 Deux Sèvres	38 752 798	72 661	203 452	213 140	56 192	169 737	715 183	39 548	10 571	154 662	9 150	54 578	
n° 86 Vienne	51 757 712	97 046	271 728	284 667	75 049	226 699	955 189	7 010	24 382	27 413	21 104	35 476	2 400 000
<b>Total</b>	<b>177 433 140</b>	<b>332 687</b>	<b>931 524</b>	<b>975 882</b>	<b>257 278</b>	<b>777 157</b>	<b>3 274 529</b>	<b>61 447</b>	<b>73 349</b>	<b>240 304</b>	<b>63 488</b>	<b>265 387</b>	<b>2 400 000</b>
<b>Provence Alpes Côte d'Azur</b>													
n° 4 Alpes de Haute Provence	14 682 332	27 529	77 082	80 753	21 289	64 309	270 962	10 848	4 899	42 423	4 240	0	
n° 5 Hautes Alpes	20 164 186	37 808	105 862	110 903	29 238	88 319	372 130	1 821	8 862	7 120	7 671	5 718	
n° 6 Alpes Maritimes	97 207 110	182 263	510 337	534 639	140 950	425 767	1 793 957	13 068	40 855	51 104	35 362	107 221	1 442 315
n° 13 Bouches du Rhône	205 127 466	384 614	1 076 919	1 128 201	297 435	898 458	3 785 627	68 115	88 623	266 381	76 709	308 082	
n° 83 Var	77 860 235	145 988	408 766	428 231	112 897	341 028	1 436 911	0	34 883	0	30 194	100 073	
n° 84 Vaucluse	51 124 492	95 858	268 404	281 185	74 131	223 925	943 502	0	25 402	0	21 987	44 318	
<b>Total</b>	<b>466 165 820</b>	<b>874 061</b>	<b>2 447 371</b>	<b>2 563 912</b>	<b>675 940</b>	<b>2 041 806</b>	<b>8 603 090</b>	<b>93 851</b>	<b>203 525</b>	<b>367 028</b>	<b>176 163</b>	<b>565 412</b>	<b>1 442 315</b>
<b>Rhône Alpes</b>													
n° 1 Ain	62 371 215	116 946	327 449	343 042	90 438	273 186	1 151 061	0	31 059	0	26 884	294 982	
n° 7 Ardèche	33 297 409	62 433	174 811	183 136	48 281	145 843	614 504	10 868	14 079	42 501	12 186	54 080	
n° 26 Drôme	68 326 987	128 113	358 717	375 798	99 074	299 272	1 260 975	15 937	28 050	62 326	24 279	62 274	
n° 38 Isère	100 171 284	187 821	525 899	550 942	145 248	438 750	1 848 661	33 857	39 822	132 408	34 468	171 526	
n° 42 Loire	77 289 667	144 918	405 771	425 093	112 070	338 529	1 426 381	16 322	35 022	63 833	30 313	107 067	
n° 69 Rhône	151 650 904	284 345	796 167	834 080	219 894	664 231	2 798 717	19 131	71 719	74 818	62 077	281 871	2 884 630
n° 73 Savoie	39 764 101	74 558	208 762	218 703	57 658	174 167	733 846	14 451	16 932	56 513	14 656	38 785	
n° 74 Haute-Savoie	64 229 666	120 431	337 206	353 263	93 133	281 326	1 185 358	38 146	24 411	149 180	21 129	43 155	
<b>Total</b>	<b>597 101 232</b>	<b>1 119 565</b>	<b>3 134 781</b>	<b>3 284 057</b>	<b>865 797</b>	<b>2 615 303</b>	<b>11 019 503</b>	<b>148 712</b>	<b>261 094</b>	<b>581 578</b>	<b>225 992</b>	<b>1 053 740</b>	<b>2 884 630</b>
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>6 817 429 309</b>	<b>12 782 680</b>	<b>35 791 504</b>	<b>37 495 861</b>	<b>9 885 272</b>	<b>29 860 340</b>	<b>125 815 658</b>	<b>2 037 353</b>	<b>2 863 288</b>	<b>7 967 601</b>	<b>2 828 416</b>	<b>8 000 002</b>	<b>20 988 966</b>
<b>Guadeloupe</b>	43 759 645	82 049	229 738	240 678	63 451	191 667	807 584	5 795	20 292	22 662	17 564	0	
<b>Martinique</b>	36 910 771	69 208	193 782	203 009	53 521	161 669	681 188	5 915	17 206	23 134	14 893	0	
<b>Guyane</b>	15 908 621	29 829	83 520	87 497	23 068	69 680	293 594	13 977	5 147	54 659	4 455	0	
<b>Réunion</b>	84 905 721	159 198	445 755	466 981	123 113	371 887	1 566 935	23 230	35 516	90 848	30 741	0	2 250 000
<b>Total DOM</b>	<b>181 484 758</b>	<b>340 284</b>	<b>952 795</b>	<b>998 166</b>	<b>263 153</b>	<b>794 903</b>	<b>3 349 301</b>	<b>48 917</b>	<b>78 161</b>	<b>191 304</b>	<b>67 653</b>	<b>0</b>	<b>2 250 000</b>
<b>Total France Entière</b>	<b>6 998 914 067</b>	<b>13 122 964</b>	<b>36 744 299</b>	<b>38 494 027</b>	<b>10 148 425</b>	<b>30 655 244</b>	<b>129 164 959</b>	<b>2 086 270</b>	<b>2 941 449</b>	<b>8 158 905</b>	<b>2 896 069</b>	<b>8 000 002</b>	<b>23 238 966</b>